

MINÉRAIS RARES

D'importants gisements découverts à travers le pays

L'Algérie mise sur le développement du secteur des mines à l'effet d'accélérer la diversification de son économie, fondée essentiellement sur l'industrie pétrolière et gazière. Et c'est ainsi que le plan d'action 2020-2024 peut permettre au secteur des mines d'évoluer et ce en parfaite coordination avec les universités algériennes. Et c'est dans cette optique, qu'en marge d'une journée d'étude sur les potentialités minières en Algérie, organisée à la Faculté de géologie et de l'univers de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", Azri Yahia Directeur Général de l'Office des recherches géologique et minière (ORGM), nous a souligné l'importance de ce type d'évènement. P 3



ASSURANCES

Vers la numérisation du certificat d'assurance automobile

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) prévoit de numériser le certificat d'assurance automobile afin de permettre aux assurés de l'obtenir en ligne, sans avoir à se déplacer dans les agences d'assurance. Une démarche qui va permettre de renforcer l'efficacité et la transparence et d'améliorer les services offerts aux assurés.

P 2

RELANCE DES OPÉRATIONS D'EXPLORATION AU BASSIN DE GHADAMÈS (LIBYE)

Sonatrach et la NOC en pourparlers avancés

La coopération entre l'Algérie et la Libye dans le domaine des hydrocarbures repose sur des partenariats stratégiques dans l'exploration, la production et la gestion des ressources énergétiques. Elle se traduit par des opérations conjointes d'exploration et de forage dans des zones clés comme le bassin de Ghadamès, où les entreprises algériennes collaborent étroitement avec les sociétés libyennes. Récemment, l'Administration de l'Exploration de la National Oil Corporation (NOC) de Libye et Sonatrach Libye ont discuté des activités d'exploration pour les blocs 95 et 96 en 2025, ainsi que des travaux à venir dans ces régions, selon un communiqué de la NOC.

P 3

BIOTECHNOLOGIE MARINE

De nombreux atouts pour développer la filiale en Algérie

L'Algérie dispose de nombreux atouts pour développer la biotechnologie marine et soutenir cette filière émergente, dont la taille du marché mondial en 2023 est estimée à 6,2 milliards de dollars et qui devrait croître de 7,5 %, atteignant 13 milliards de dollars d'ici 2030.

P 5

VOIES FERRÉES

**Achèvement des études de
réalisation de 1.048 km de la
ligne Alger - Tamanrasset** P 2

GESTION DU SECTEUR DES RESSOURCES EN EAU

**Nécessité d'adopter
des plans prospectifs** P 5

PÉTROLE

**Le Brent à près
de 72 dollars** P 16

AIR ALGÉRIE-TURKISH AIRLINES
Signature d'un accord de partenariat pour l'ouverture de nouvelles destinations

La compagnie aérienne nationale "Air Algérie" a signé un accord de partenariat avec Turkish Airlines pour le partage de codes entre les deux compagnies, offrant ainsi aux clients d'Air Algérie la possibilité de voyager vers de nouvelles destinations en Turquie, en Asie et en Afrique, indique mardi un communiqué du transporteur public national. "Dans le cadre de ses efforts constants visant à élargir son réseau de destinations et à améliorer la qualité de ses services, Air Algérie est heureuse d'annoncer la signature d'un accord de partenariat avec Turkish Airlines, pour le partage de codes entre les deux compagnies, ce qui offrira à notre aimable clientèle la possibilité de voyager vers de nouvelles destinations en Turquie, en Asie et en Afrique", lit-on dans le communiqué. Air Algérie souligne, à cette occasion, son engagement "à renforcer la coopération pour améliorer la qualité des services et accroître l'efficacité en vue de répondre aux aspirations des clients et enrichir les perspectives du transport aérien en Algérie".

ASSURANCES

Vers la numérisation du certificat d'assurance automobile

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) prévoit de numériser le certificat d'assurance automobile afin de permettre aux assurés de l'obtenir en ligne, sans avoir à se déplacer dans les agences d'assurance. Une démarche qui va permettre de renforcer l'efficacité et la transparence et d'améliorer les services offerts aux assurés.

Par Selma R.

Le président de l'Union, Youcef Benmicia, a indiqué dans une déclaration à l'APS, qu'un «comité ad-hoc travaille actuellement sur le développement du projet du certificat d'assurance numérique, qui est actuellement en phase de test. Une fois cette étape achevée, le projet sera présenté aux autorités compétentes pour sa mise en œuvre». Il a souligné que ce projet représentait une «transformation majeure» dans le processus de modernisation du secteur des assurances en Algérie, «car il facilite les transactions pour les clients, réduit la consommation de papier et permet une vérification instantanée de la validité de l'assurance, grâce à des bases de données interconnectées entre les différentes compagnies d'assurances». En plus de simplifier la souscription et le renouvellement des assurances, le certificat numérique contribue à renforcer la transparence et à réduire les risques de falsi-

fication, a ajouté M. Benmicia. Face aux transformations numériques rapides, l'Union travaille également sur «un ensemble de projets stratégiques visant à moderniser le secteur et à garantir sa croissance durable», ajoute le responsable, soulignant les résultats obtenus grâce à la plateforme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile (e-recours), lancée en octobre 2022, avec des indemnités dépassant les 12 milliards de DA. Le responsable a rappelé les progrès réalisés par les compagnies d'assurances algériennes dans la numérisation de leurs services, notamment le suivi des contrats d'assurance, le paiement des primes et la soumission des demandes d'indemnisation, outre l'adoption par certaines compagnies du système d'expertise à distance, en plus d'autres services visant à faciliter l'accès aux prestations d'assurance. Benmicia a également salué le succès de la mise en place d'une plateforme numérique

pour la souscription et l'émission des cartes d'assurance automobile dans les pays arabes (carte orange), en collaboration avec le Bureau Unifié Automobile Algérien (BUAA). Désormais, toutes les agences d'assurance agréées peuvent souscrire cette carte de manière électronique. Dans le cadre de sa vision à long terme, l'Union s'attache également à améliorer le niveau de formation et de qualification des employés du secteur de l'assurance afin de renforcer leurs compétences, optimiser la performance du secteur et achever le processus de modernisation et de transformation numérique à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. D'autre part, l'Union «travaille actuellement sur une révision de ses statuts qui n'ont pas été actualisés depuis plus de 10 ans, afin de s'adapter aux mutations économiques et financières que connaît le pays», conclut-il.

VOIES FERRÉES

Achèvement des études de réalisation de 1.048 km de la ligne Alger - Tamanrasset

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a achevé l'élaboration des études relatives à la réalisation de 1048 km de la ligne Alger - Tamanrasset, auquel l'Etat accorde "une attention particulière", a indiqué le chargé de la communication à ANESRIF, Abdelkader Mazar. Ces études concernent le tronçon reliant Chiffa et Boughezoul sur une distance de 153 km, Laghouat - Ghardaïa sur 265 km, Ghardaïa - El Menia sur 230 km, ainsi que le tronçon reliant El Menia et In Salah sur 400 km, a fait savoir M. Mazar dans une déclaration à l'APS. Les études du

tronçon reliant In Salah à Tamanrasset sur 650 km sont toujours en cours, selon le même responsable qui a souligné la programmation de l'étude pour réaliser 400 km, concernant le tronçon reliant Tamanrasset-In Guezzam et la frontière algéro-nigérienne. Ces étapes interviennent après la mise en exploitation par "ANESRIF" du tronçon reliant Boughezoul (Médéa) - Djelfa - Laghouat sur une distance de 250 km, avec des trains atteignant une vitesse de 220 km/h, inauguré par le président de la République en octobre 2023. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait souligné, lors de la récente réunion du

Conseil des ministres, la nécessité "d'accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique", et ce, "en accordant la priorité absolue à la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset et à l'interconnexion avec les pays du voisinage africain". ANESRIF tend à "appliquer les instructions du président de la République pour l'exécution du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire via des projets de lignes ferroviaires desservant les régions d'extrême sud, notamment la ligne trans-

saharienne reliant Alger aux frontières algéro-nigériennes", selon Mazar. Il a ajouté que la ligne Alger-Tamanrasset revêt "une grande importance dans le portefeuille des projets, dont la réalisation est supervisée par le ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, représenté par ANESRIF en tant que porteur de projet", d'autant que la ligne part d'Alger passant par les wilayas de Blida, Médéa, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, El Menia, In Salah, Tamanrasset jusqu'à In Guezzam et aux frontières algéro-nigériennes sur une distance de 2406 km.

R E.

CONGRÈS DE LA EUROPEAN SOCIETY FOR QUALITY RESEARCH (ESQR)

Algérie Télécom décroche une distinction internationale

Algérie Télécom a remporté, lundi à Vienne (Autriche), la prestigieuse "Distinction Choix de la qualité 2024", dans la catégorie "Diamant", attribuée lors du congrès de la European Society for Quality Research (ESQR), a annoncé, mardi, l'entreprise dans un communiqué. La remise du prix s'est déroulée lors du congrès annuel de l'ESQR, réunissant 49 entreprises et organisations provenant de 41 pays à travers le monde, a

précisé la même source. Selon le communiqué, "le jury a mis en lumière les efforts soutenus de l'entreprise en matière de modernisation de ses infrastructures, d'innovation continue à travers le déploiement de la technologie FTTH en un temps record, et de son rôle essentiel dans la promotion de la numérisation du pays". "Cette distinction vient également confirmer le positionnement stratégique d'Algérie Télécom au-delà des frontières natio-

nales, parmi les meilleurs acteurs du secteur", a-t-on ajouté. En effet, la décision du jury s'est appuyée sur des critères rigoureux, portant sur la qualité des services, l'engagement des équipes, la responsabilité sociétale de l'entreprise, sa performance financière, l'image de marque et, avant tout, la satisfaction des clients, qui reste au cœur des priorités d'Algérie Télécom. Parmi les invités figuraient des experts internationaux en qualité, ainsi que des res-

ponsables de grandes entreprises et institutions. Cette distinction "historique" qui vient s'ajouter fièrement à la liste des succès réalisés par l'entreprise ces dernières années, "constitue une affirmation solide de la vision d'Algérie Télécom de poursuivre son ambition de fournir des services de haute qualité et d'innover constamment pour répondre aux attentes toujours croissantes de ses clients", a souligné le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MINERAIS RARES

D'importants gisements découverts à travers le pays

L'Algérie mise sur le développement du secteur des mines à l'effet d'accélérer la diversification de son économie, fondée essentiellement sur l'industrie pétrolière et gazière. Et c'est ainsi que le plan d'action 2020-2024 peut permettre au secteur des mines d'évoluer et ce en parfaite coordination avec les universités algériennes. Et c'est dans cette optique, qu'en marge d'une journée d'étude sur les potentialités minières en Algérie, organisée à la Faculté de géologie et de l'univers de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", Azri Yahia Directeur General de l'Orgm, nous a souligné l'importance de ce type d'évènement.

Par Réda Hadi

En effet, contacté par nos soins, pour ce responsable, ce type de rencontre est une excellente opportunité pour l'ORMG de se rapprocher davantage des élites universitaires et de comparer les points de vue, d'élaborer des programmes en fonction des besoins établis par les tutelles concernées. « Il s'agit de déterminer les besoins du secteur économique, et de mieux appréhender les problèmes rencontrés pour mieux en déterminer les solutions ». Pour ce responsable, « cette journée est une véritable opportunité pour rapprocher son office, l'université et le secteur économique ». Pour le Dg de l'Orgm, l'apport des universitaires est important dans le sens où, pour les recherches, l'Office a besoins de données des chercheurs. Au sujet de cette rencontre M Azri nous a souligné l'intensification des efforts de la recherche minière à travers la participation active des investisseurs privés, nationaux et étrangers, la promotion des petites et moyennes entreprises minières et le développement de grands projets industriels visant la valorisation des ressources minières locales importantes. Au sujet du programme de recherche minier lancé en 2021, « les résultats préliminaires des recherches effectuées par 150 ingénieurs répartis sur 26 équipes de recherche de l'Office de recherches géologiques et minières sont prometteurs,

confirmant l'existence de quantités significatives de ressources minières dans plusieurs wilayas du pays ». Et de nous préciser que l'Etat met l'accent dans son programme de développement du secteur minier en Algérie sur la recherche et l'exploration des ressources minières. Dans ce cadre, l'Office a été chargé de mettre en œuvre un programme de recherche et d'exploration, lancé en 2021, couvrant 14 ressources minières, dont le lithium, l'or, le soufre, le fer, le plomb, le zinc et le cuivre. Aussi durant cette journée d'étude sur les potentialités minières en Algérie, le doyen de la Faculté de géologie et de l'univers de l'Université d'Oran 2, Dr Abbes Sebbane, a souligné que l'Algérie dispose de vastes ressources minières lui permettant de se positionner sur le marché mondial et de contribuer à la diversification et au développement de l'économie nationale. Et d'insisté sur l'importance de multiplier les efforts d'exploration, de recherche et d'investissement pour exploiter les ressources découvertes. Il a rappelé que l'Algérie accorde, ces dernières années, une attention particulière au développement de ses capacités minières, dans le cadre de sa nouvelle stratégie visant à réduire la dépendance aux exportations d'hydrocarbures. Cela se reflète, notamment, à travers trois projets majeurs, à savoir l'exploitation du minerai de fer de la mine de Ghar Djebilet (wilaya de Tindouf), celle du zinc et du plomb de la mine

d'Oued Amizour (wilaya de Béjaïa), ainsi que la production de phosphates dans les wilayas de Tébessa et Souk Ahras. Il a également mis en avant l'importance d'autres ressources minières en cours de développement à travers différentes régions du pays. Par ailleurs, il a affirmé l'engagement des universités dans les efforts nationaux pour développer les ressources minières, notamment l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", à travers la Faculté de géologie et de l'univers, qui a lancé plusieurs masters spécialisés, notamment dans les domaines des ressources minières et des matériaux terrestres. Le Dr Benali Hanifi de l'Université Houari Boumediene des sciences et technologies de Bab Ezzouar (Alger) a, quant à lui, indiqué que ses recherches scientifiques menées dans plusieurs wilayas du Nord-ouest du pays ont révélé l'existence de quantités importantes de ressources minières pouvant être exploitées après approfondissement des études en cours. Enfin, le directeur du Centre des technologies spatiales d'Arzew (Oran), Mahi Habib, a réaffirmé le soutien de ce centre, relevant de l'Agence spatiale algérienne, aux recherches menées par les étudiants et les chercheurs universitaires pour la valorisation des ressources minières. Il a indiqué que le centre accueille, chaque année, un grand nombre d'étudiants pour des stages, mettant à leur disposition les équipements matériels et techniques disponibles.

SELON L'ANALYSTE MOURAD PREURE

L'énergie est au cœur de tous les conflits au Moyen-Orient

Par Mourad A.

Les récents événements en Syrie et les évolutions géopolitiques au Moyen-Orient mettent en évidence un enjeu crucial : l'énergie est au cœur des conflits qui secouent cette région. Mourad Preure, expert en énergie et enseignant en stratégie, a souligné que ces tensions sont avant tout une lutte pour le contrôle des ressources énergétiques et des routes maritimes stratégiques. Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la Radio nationale, Mourad Preure a précisé que la dynamique qui se joue dans cette zone géographique pourrait transformer l'équilibre stratégique mondial. Pour lui, la situation en Syrie, mais aussi plus largement au Moyen-Orient, n'est rien d'autre qu'une bataille pour maîtriser les sources d'énergie. Il insiste sur l'impact que cela aura sur plusieurs pays de la région, notamment l'Iran, qui se retrouve aujourd'hui dans une position délicate. Selon l'expert, l'Iran, autrefois allié stratégique de la Russie, voit son pouvoir affaibli, et l'équilibre géopolitique de la région se fragmente. La chute de l'ordre régional actuel, selon lui, engendrera un désordre inévitable, marqué

par une montée du chaos. En ce qui concerne les marchés pétroliers, M. Preure évoque une situation paradoxale. Si les tensions actuelles n'ont pas encore provoqué de rupture significative dans l'approvisionnement, les marchés sont actuellement soutenus par un excédent d'offre. Toutefois, il avertit que cette stabilité n'est pas assurée à long terme, soulignant que personne ne peut prédire avec certitude l'évolution de la situation en Syrie et ses effets sur les prix de l'énergie. « La situation actuelle en Syrie et au Moyen-Orient est une lutte pour le contrôle des ressources énergétiques et des routes maritimes stratégiques, avec des impacts sur l'Irak et l'Iran, qui perdent de leur influence régionale. Ce changement d'ordre entraîne un chaos incertain. Bien que les marchés de l'énergie ne soient pas menacés par une rupture d'approvisionnement, une légère hausse du prix du pétrole est constatée, mais cette situation pourrait être temporaire. Le pétrole et le gaz continueront de dominer la consommation mondiale d'énergie jusqu'en 2050, et toute perturbation de l'approvisionnement en Chine aurait des répercussions directes sur le Moyen-Orient, amplifiant ainsi les tensions », a déclaré Mourad Preure.

Sur la question de la transition énergétique, M. Preure est moins optimiste. Il considère cette transition, qui s'accélère, comme une illusion. L'expert va même plus loin en affirmant que ce changement radical nuit à certains secteurs, notamment l'industrie automobile. En citant l'exemple de grandes entreprises comme Volkswagen et Stellantis, qui subissent des pertes financières importantes, il démontre que la transition vers des énergies plus vertes pourrait avoir des conséquences économiques dramatiques. Selon lui, les hydrocarbures continueront de dominer la consommation énergétique mondiale jusqu'en 2050, représentant encore 50% des besoins mondiaux. Ainsi, les conflits liés à l'énergie ne sont pas prêts de disparaître. Enfin, M. Preure aborde l'importance stratégique de la Chine, premier importateur mondial de pétrole et de gaz. Selon lui, toute tentative d'entraver l'approvisionnement en énergie de la Chine aurait des répercussions directes sur le Moyen-Orient. Ce constat souligne une vérité incontournable : l'énergie, avec son rôle central dans les relations internationales, continuera de nourrir les tensions au cœur du Moyen-Orient pour de nombreuses années encore.

RELANCE DES OPÉRATIONS D'EXPLORATION AU BASSIN DE GHADAMÈS (LIBYE)

Sonatrach et la NOC en pourparlers avancés

Par M. A.

La coopération entre l'Algérie et la Libye dans le domaine des hydrocarbures repose sur des partenariats stratégiques dans l'exploration, la production et la gestion des ressources énergétiques. Elle se traduit par des opérations conjointes d'exploration et de forage dans des zones clés comme le bassin de Ghadamès, où les entreprises algériennes collaborent étroitement avec les sociétés libyennes. Récemment, l'Administration de l'Exploration de la National Oil Corporation (NOC) de Libye et Sonatrach Libye ont discuté des activités d'exploration pour les blocs 95 et 96 en 2025, ainsi que des travaux à venir dans ces régions, selon un communiqué de la NOC. Lors d'une réunion technique tenue au siège de la NOC à Tripoli, les préparatifs pour la reprise des opérations de forage, ainsi que la reprise des travaux sur le puits d'exploration A1-96/2, suspendus depuis 2014, ont été abordés. Ces opérations devraient débiter prochainement. De plus, les résultats des interprétations des relevés sismiques et l'évaluation des potentialités découvertes dans les blocs 95 et 96 ont été analysés pour en déterminer la viabilité en vue de forages futurs. La réunion a réuni des responsables de la NOC et de Sonatrach Libye, ainsi que des experts des deux parties. Un groupe d'experts de la société OilIndia a également pris part à la réunion par vidéoconférence, en tant que partenaires de Sonatrach Libye dans les projets des blocs 95 et 96. L'historique de la coopération entre SONATRACH et la NOC remonte à plusieurs décennies, avec des échanges visant à développer et optimiser l'exploitation des ressources énergétiques des deux pays. Cette collaboration a pris diverses formes, telles que l'exploration, la production, la gestion des réserves de pétrole et de gaz, ainsi que le développement d'infrastructures énergétiques. Elle a débuté dans les années 1970-1980, avec des échanges d'expertise technique et des programmes de formation. Dans les années 1990, les deux entreprises ont intensifié leurs efforts en lançant des projets conjoints d'exploration et de production dans le bassin de Ghadamès. Au début des années 2000, elles ont continué de renforcer leur partenariat, en mettant l'accent sur les blocs 95 et 96. Bien que la guerre civile en Libye en 2011 ait perturbé les activités pétrolières, la coopération n'a pas cessé et certaines opérations ont été relancées. Depuis 2020, le partenariat a été renforcé, avec la reprise des travaux d'exploration et de développement, en particulier dans les blocs frontaliers. Ainsi, la coopération entre SONATRACH et la NOC continue de se développer, avec un accent particulier sur l'exploration commune, la gestion des ressources gazières et pétrolières, et le renforcement des échanges techniques. Cette relation est perçue comme un atout majeur pour les deux pays, leur permettant de maximiser l'exploitation de leurs réserves d'hydrocarbures dans un marché mondial de plus en plus compétitif.

FORUM DES UNIVERSITÉS FRONTALIÈRES ALGÉRIENNES ET TUNISIENNES 5+5

Une opportunité pour renforcer les passerelles de coopération

Le 5ème forum des universités frontalières algériennes et tunisiennes 5+5, placé sous le signe de "L'innovation et le rôle des universités dans la promotion de l'économie du savoir", s'est ouvert lundi à l'Université Larbi-Tébessi de Tébessa. La rencontre réunit des responsables d'universités algériennes, tunisiennes et libyennes, sous la présidence du secrétaire général de la wilaya, Ahcene Meddouri et du consul général de la République tunisienne à Tébessa, Laroussi El Kantassi. Le directeur de l'université de Tébessa, Abdelkrim Gouasmia, a souligné, dans une allocution d'ouverture, que cette manifestation "revêt une grande importance dans le processus de coopération scientifique et universitaire entre l'Algérie et les pays frères Tunisie et Libye", ajoutant qu'elle constitue "une opportunité pour renforcer les passerelles du savoir, de l'innovation et du développement commun, et pour aller de l'avant dans la promotion de la coopération scientifique et universitaire". Il a également indiqué que ce 5ème forum, qui donnera lieu à des exposés sur l'innovation et l'esprit entrepreneurial, ainsi qu'à des séances de travail des responsables des universités participantes, en plus d'un concours de sélection des trois meilleurs projets innovants d'étudiants dans les domaines de la sécurité énergétique, de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire, sera "une occasion de découvrir les capacités des jeunes dans le domaine de l'innovation". Pour sa part, le coordinateur des universités algériennes, Omar Farhati, directeur de l'université d'El Oued, a indiqué que cette rencontre, organisée dans le cadre de la convention signée en mars 2022 à Gammarth (Tunisie) entre les ministres algérien et tunisien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, vise aussi à renforcer les partenariats universitaires et à créer un réseau durable de coopération scientifique pour l'échange de connaissances, d'expertises et d'innovations. M. Farhati a ajouté que des travaux étaient actuellement menés au plus haut niveau pour adjoindre cinq universités libyennes frontalières à cette convention, outre la création d'un partenariat international entre les trois pays dans le domaine de la recherche scientifique et des diplômes scientifiques pour l'obtention d'une licence ou d'un master international conjoint.

Le GECF met en garde contre les appels à suspendre les investissements

Les ministres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont mis en garde, lors de leur 26e réunion tenue à Téhéran, contre les appels à suspendre les investissements, soulignant que l'arrêt des financements pourrait compromettre la sécurité énergétique. Le GECF "insiste sur l'importance d'investir en temps opportun dans la chaîne de valeur du gaz naturel, soulignant que les appels à suspendre les investissements sont malavisés et porteront atteinte à la sécurité énergétique", est-il indiqué dans la déclaration finale de cette réunion, tenue dimanche. En outre, ces appels risquent d'accentuer la volatilité des marchés et d'entraver les progrès vers les objectifs de réduction des émissions mondiales, selon la déclaration finale, qui appelle par ailleurs à une collaboration multilatérale "plus forte" pour garantir une approche équilibrée et inclusive de la gouvernance mondiale de l'énergie, tout en répondant aux défis liés à la sécurité énergétique,

SALON NATIONAL DE L'INNOVATION Remise des prix de la meilleure invention de 2024

Le 14e Salon national de l'innovation, organisé trois jours durant à Constantine, a pris fin, lundi, avec la remise des prix de la meilleure invention de l'année 2024, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Ont participé à cette édition du Salon, organisé chaque année par l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI) à l'occasion de la Journée nationale de l'innovation (7 décembre), plus de 100 innovateurs relevant de PME et de start-up ainsi que de jeunes porteurs de projets et d'universitaires venus des différentes wilayas du pays pour décrocher le prix des trois meilleures inventions de l'année 2024. L'université "Mohamed Seddik Ben Yahia" de la wilaya de Jijel a remporté le premier prix pour son projet sur l'élaboration d'un modèle de pulvérisation thermique pyrolytique automatisée, tandis que le deuxième prix a été décerné à un créateur ayant développé une chambre de postcombustion avancée pour améliorer le traitement des émissions issues de la combustion des huiles contenant des composés de polychlorobiphényles (PCB). Le troisième prix a été attribué à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) pour le développement d'un revêtement photonique visant à améliorer l'efficacité des unités photovoltaïques, selon la même source.

GAZ

à l'accessibilité financière et à la durabilité environnementale. La déclaration, publiée sur le site web de l'organisation, met également en avant l'importance "cruciale" de protéger les infrastructures gazières aux niveaux national et international afin de garantir un flux sûr et ininterrompu de gaz naturel. Les participants à cette réunion ont également souligné "l'importance de l'unité et de la solidarité entre les pays membres du GECF, conformément à la Déclaration d'Alger issue du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement". Tout en exprimant leur "profonde préoccupation face à l'escalade

des tensions géopolitiques au Moyen-Orient", les ministres du GECF ont réaffirmé leur solidarité avec les populations de cette région en proie aux hostilités en cours, et ont appelé à "une résolution juste et durable de la question palestinienne afin d'assurer la paix et la stabilité dans la région". Lors de cette réunion, il a été décidé de tenir la 27e réunion ministérielle du GECF à Doha au cours du dernier trimestre de 2025 et d'organiser le 8e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum en 2026 en Russie.

SONATRACH Hachichi rencontre à Téhéran des responsables d'entreprises relevant des Etats membres

Le Président directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a rencontré à Téhéran (Iran), ses homologues parmi les responsables d'entreprises relevant des Etats membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), en marge de sa participation avec la délégation algérienne aux travaux de la 26e réunion ministérielle du GECF, a indiqué lundi un communiqué du Groupe. Ces rencontres ont permis "d'évoquer les évolutions dans le domaine de l'industrie du gaz naturel et les défis futurs auxquels fait face ce secteur vital, ainsi que d'échanger les points de vue et de renforcer les voies de coopération entre les entreprises pour unifier les vues afin d'assurer la pérennité de l'industrie du gaz dans le cadre des mutations mondiales". En marge de cette réunion, M. Hachichi a rencontré les ministres qatari et libyen de l'Energie, avec lesquels il a évoqué "les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie et d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement", note le communiqué. Le PDG de Sonatrach avait pris part à la séance d'ouverture de la réunion ministérielle, présidée par le ministre du Pétrole iranien, Moh-

sen Paknejad, lors de laquelle le Secrétaire général du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Abdelkrim Aouissi, a affirmé, en sa qualité de représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, l'importance du renforcement de la coopération entre les Etats membres, notamment face aux défis auxquels est confronté le secteur énergétique mondial. Dans son intervention, M. Aouissi a rappelé le grand succès réalisé par le 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du GECF, organisé par l'Algérie en mars 2024 et sanctionné par la Déclaration d'Alger qui représente une feuille de route visant à réaliser un avenir énergétique durable dans lequel le gaz naturel joue un rôle crucial. Pour rappel, le GECF compte 12 membres permanents, à savoir l'Iran, la Russie, le Qatar, l'Algérie, la Bolivie, la Guinée équatoriale, la Libye, le Nigeria, Trinité-et-Tobago, les Emirats arabes unis, le Venezuela et l'Egypte, ainsi que 8 membres observateurs : l'Angola, l'Irak, l'Azerbaïdjan, la Malaisie, la Mauritanie, le Mozambique, le Pérou et le Sénégal.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Décembre 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كغ	
		متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	72	84	60	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	74	82	65	الطماطم	
	Oignon sec	49	55	42	البصل الجاف	
	Ail sec	473	540	407	الثوم الجاف	
	Carotte	68	76	59	الجزر	
	Navet	82	92	71	لفت	
	Choux fleur	72	82	62	قرنبيط	
	Choux	73	81	64	الكرفس	
	Courgette	132	146	118	الكوسة	
	Haricot vert	159	176	141	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	92	105	78	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	142	184	100	الكلمونتين	
	Orange	125	165	85	البرتقال	
	Citron	129	148	110	الليمون	
	Pomme locale	375	475	275	التفاح المحلي	
	Datte	503	628	377	التمر	
	Grenade	161	187	134	الرمان	
Produits d'origine animale	Banane	474	488	460	الموز	لحوم البقر المحلي
	Viande bovine locale	1774	1901	1647	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	412	424	399	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	-0,18	-0,65	8,20	7,06	2437	1 035 725,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	1,45	2,14	7,05	7,66	1000	2 350 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-1,18	-1,96	11,78	5,58	350	784 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,53	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,49	2,03	-	0	0,00

BIOTECHNOLOGIE MARINE

De nombreux atouts pour développer la filière en Algérie

L'Algérie dispose de nombreux atouts pour développer la biotechnologie marine et soutenir cette filière émergente, dont la taille du marché mondial en 2023 est estimée à 6,2 milliards de dollars et qui devrait croître de 7,5 %, atteignant 13 milliards de dollars d'ici 2030.

Par Sirine R.

C'est ce qu'ont révélé les résultats d'un diagnostic sur le potentiel de développement de la biotechnologie marine dans le pays. Ce diagnostic a été effectué par le programme "Economie bleu, Pêche et Aquaculture" de l'UE en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et présenté lors d'une journée de restitution de cette étude organisée hier à Alger. Le diagnostic, mené par une équipe d'experts sur les ressources issues du milieu marin, tout au long du littoral algérien, s'est concentré sur le cadre conceptuel définissant les biotechnologies marines, la chaîne de valeur et l'état des lieux des Blue Biotech en Algérie. Dans ce cadre, en matière de biodiversité marine, le diagnostic a fait ressortir plus de 1.600 espèces aquatiques marines en mesure de fournir la matière première pour développer des procédés innovants, applicables dans divers domaines tels que la santé, le cosmétique, l'alimentation, l'environnement et l'in-

dustrie. Il a également identifié les principaux acteurs de cette filière prometteuse, comprenant les universités, les centres de recherche, les incubateurs, les établissements financiers et les entreprises de biotechnologie, tout en précisant leurs rôles respectifs. Ce diagnostic a également identifié les principaux acteurs de cette filière prometteuse, comprenant, entre autres, l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine et les universités d'Oran, Tlemcen et Annaba notamment, des incubateurs et des start-up. Intervenant à l'occasion, la directrice nationale du programme Economie bleue, Pêche et Aquaculture, et représentante du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chanez Zouadi, a souligné que des actions ont été entreprises pour développer la filière biotechnologie dans le cadre de la stratégie nationale pour l'économie bleue (SNEB 2030), axées sur le renforcement des capacités de recherche en biotech-

nologie marine, relevant que «des défis restent à relever». La responsable s'est également félicitée de l'intérêt qu'accordent les universités à la filière de biotechnologie marine, indiquant que des formations sont dispensées par beaucoup d'universités nationales en rapport avec la biotechnologie. De son côté, le Chef de projet du Programme Economie Bleue, Reda Allal, a indiqué que la filière biotechnologie constitue un thème de coopération du programme avec plusieurs universités notamment celle d'Oran relevant que les efforts se concentrent actuellement sur «le renforcement de la dimension recherche dans le domaine de la biotechnologie pour une diversification de l'économie bleue». Par ailleurs, les recommandations formulées visent à renforcer le cadre juridique et réglementaire de la filière, à promouvoir la collaboration entre la recherche et le secteur économique, à faciliter les transferts technologiques, à renforcer les compétences et les capacités des acteurs, et à soutenir le développement d'entreprises innovantes.

MDN

Portes ouvertes à l'Etablissement central de construction à Alger

L'Etablissement central de construction (1ère région militaire), relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), a organisé, mardi, à son siège à Baba Ali (Alger), des portes ouvertes en vue de faire connaître ses missions et permettre aux citoyens de découvrir ses unités et ses principales réalisations. Présidant l'ouverture de ces portes ouvertes, le directeur général de l'Etablissement central de construction (ECC), le Général Djelloul Kheroubi, a prononcé une allocution dans laquelle il a précisé que "cet événement a pour objectif de faire connaître l'Etablissement ainsi que ses principales activités et réalisations, dans le cadre du renforcement du lien Armée-Nation". Cette manifestation "s'inscrit

dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) visant à faire connaître au grand public les composantes et unités de l'institution militaire dans ses différentes spécialités, notamment l'arme des infrastructures militaires dont relève l'ECC, en expliquant ses missions, ses composantes, et ses activités, ainsi que ses moyens humains et logistiques", a-t-il déclaré. Après avoir rappelé l'histoire de l'ECC, placée sous la tutelle de la Direction centrale des infrastructures militaires du MDN, le directeur général a souligné que la mission principale de l'ECC consistait à "réaliser les projets d'infrastructures tracés par le Haut Commandement de l'ANP, visant à améliorer les conditions de vie

des éléments". L'ECC est également chargé de réaliser des études techniques, de fabriquer des matériaux de construction et de produire déferents matériaux de granulats destinés à ses projets, ainsi que de dispenser des formations dans le domaine de la construction et de commercialiser les produits enregistrés dans ses activités, a-t-il précisé. L'ECC œuvre à "soutenir et à appuyer les unités de l'ANP déployées aux frontières, pour répondre à leurs besoins en matière d'infrastructures", a-t-il ajouté. Composé d'une direction générale, de directions centrales, d'unités de réalisation, de production et de logistique réparties à travers le territoire national, l'ECC assure des formations internes et externes pour son person-

nel, en sus d'accueillir des stagiaires provenant des écoles militaires ainsi que des centres de formation et d'enseignement professionnel, selon les explications fournies. L'événement qui a vu la présence du wali délégué de Bir Mourad Raïs, ainsi que de représentants des autorités civiles et militaires, a été ponctué par une présentation des principales réalisations de l'Etablissement à travers ses unités, à l'instar de l'unité de réalisation des routes et réseaux divers, l'unité de construction de bâtiments préfabriqués, l'unité de construction de structures métalliques et de menuiserie, ainsi que l'unité de production de matériaux de construction et de préfabrication.

R.E.

GESTION
DU SECTEUR
DES RESSOURCES
EN EAU

Nécessité d'adopter des plans prospectifs

Le ministre des l'Hydraulique, Taha Derbal a souligné, hier dans la wilaya de Tiaret, l'importance pour les directions de son secteur à travers le pays d'adopter des plans prospectifs de gestion, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et de prévention contre les risques d'inondations. Lors de l'inauguration d'un projet de rénovation du réseau d'eau potable, ainsi que la deuxième phase du projet de protection de la ville de Ksar Chellala contre les inondations, dans le cadre de sa visite d'inspection à la wilaya, le ministre a mis en avant l'importance de "la prospective pour mettre en œuvre des plans préalablement préparés, ce qui permet d'éviter les crises, notamment les perturbations dans l'approvisionnement en eau potable, les risques d'inondations et les problèmes liés à l'assainissement". Il a rappelé que les directeurs du secteur dans les wilayas doivent anticiper les problèmes et proposer des solutions locales en coordination avec les autorités locales. Ils doivent également soumettre des rapports accompagnés de solutions en cas de difficultés dépassant leurs capacités, précisant que le ministère interviendra pour fournir les moyens nécessaires afin de garantir un service de qualité aux citoyens, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Par ailleurs, M. Derbal a insisté sur la nécessité de réaliser les projets dans la région selon les normes techniques et dans les délais impartis afin d'atteindre les objectifs souhaités, qui consistent à améliorer le cadre de vie des citoyens et à rationaliser l'utilisation des fonds publics.

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION DU LAIT

L'exploitation des technologies modernes recommandée

Les participants à une rencontre nationale sur la filière lait en Algérie, organisée lundi à l'Université de Blida1, ont souligné l'impératif de l'exploitation des technologies modernes pour mieux gérer la santé des vaches et réduire leurs maladies, tout en renforçant la production et la qualité du lait. Les vétérinaires et professionnels du secteur ayant pris part au 2e Séminaire national sur la filière lait en Algérie, organisé par l'Institut des sciences vétérinaires, sous le signe "Hygiène de traite et santé mammaire", ont affirmé l'importance de l'adoption des technologies modernes et de pratiques saines pour proté-

ger les vaches contre les maladies, dont notamment la mammites, qui touche l'organe principal de production de lait chez la vache. "L'adoption des technologies modernes, conjuguée au respect des protocoles de contrôle lors de la traite des vaches peut contribuer à une hausse de 50% de la production du lait", a indiqué le président du séminaire, Pr.Seddik Kebbal. Il a aussi estimé que les recherches menées par les étudiants de l'institut pour réduire les mammites, entre autres, sont de nature à "prolonger la durée de vie productive des vaches et d'assurer une meilleur qualité du lait, parallèlement à la réduction des pertes

liées aux maladies, et l'amélioration de la production". A son tour, le Directeur général de l'Office national Interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), Mokhtar Bouziane, a souligné que "l'Etat a classé cette filière comme stratégique pour l'économie nationale, au vu de son rôle essentiel dans la consécration de la sécurité alimentaire du pays". "En dépit d'une croissance notable enregistrée ces dernières années, la production de lait demeure insuffisante pour couvrir la totalité des besoins du marché national, un fait qui nécessite l'implication de l'université dans cette stratégie, en mettant à profit les re-

cherches théoriques et appliquées des étudiants", a-t-il relevé. M. Bouziane a rappelé, à cet effet, la signature, durant cette année, d'une convention entre l'ONIL et l'Université de Blida 1, visant à tirer profit de l'expertise des enseignants et des recherches des étudiants en matière d'élevage bovin et de santé animale. Ce séminaire est "une opportunité" pour les acteurs de la filière lait, entre éleveurs, vétérinaires et chercheurs de différentes universités nationales, pour "proposer des solutions concrètes pour le développement de la filière", a souligné le recteur de l'université, le Pr. Bezzina Mohamed.

BOUMERDES

Raccordement de 340 foyers au réseau de gaz à Isser

Une opération de raccordement de 340 foyers au réseau de gaz naturel a été lancée dans la commune d'Isser (est de Boumerdes), a annoncé lundi la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz. L'opération est menée dans les régions d'El-Hamri et de Bouchakour, a indiqué le directeur local de la Sonelgaz- distribution, Saïd Mansour, dans son exposé devant la wali Fouzia Naâma, qui a effectué une visite de travail dans plusieurs communes. La réalisation de ce projet a nécessité une enveloppe de plus de 74 millions DA, selon les explications fournies. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Groupe Sonelgaz pour l'exercice en cours, visant le raccordement des nouveaux logements à l'électricité et au gaz, et l'amélioration du service d'approvisionnement en énergie, a ajouté le responsable. Ce projet prévoit notamment la réalisation d'un réseau de distribution de gaz de plus de 30 km de long, selon la même source

BECHAR

Vers l'extension de la phoeniciculture sur 273 hectares hors palmeraies

Une opération d'extension de la phoeniciculture hors palmeraies sur une superficie de 273 hectares a été entamée dans la wilaya de Bechar, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). L'opération qui touche 398 agriculteurs activant dans plusieurs périmètres de mise en valeur des terres sahariennes à travers la wilaya, est soutenue et pilotée par la DSA au profit des agriculteurs qui ont adhéré à l'initiative, a indiqué le responsable du service de la production et du soutien logistique, Abderabbi Hamal. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale d'extension de la filière phoenicicole au regard de son importance pour le développement économique dans les zones ciblées de la wilaya, a-t-il ajouté. Auparavant, et dans le souci de développer cette filière agricole et les cultures oasisiennes, il a été procédé au lancement d'un vaste projet de revivification de trois (3) palmeraies dans les régions de Taghit, Lahmar et Béni-Ounif, avec un financement sectoriel de plus 315 millions DA, a fait savoir le même responsable. Ce projet couvrira une superficie totale de 1.320 hectares avec un effectif de 173.130 palmiers, en grande majorité de palmiers productifs, a-t-il encore fait savoir. La wilaya de Bechar recense une superficie globale de 5.148 hectares dédiée à la filière phoenicicole, dont 3.966 ha de palmiers productifs avec une production de plusieurs variétés de dattes estimée à plus de 185.000 quintaux/an, selon la même source.

TLEMCEN

Journée technique sur la réutilisation des eaux traitées

La direction de Tlemcen de l'Office national d'assainissement (ONA) a organisé, lundi, une journée technique dédiée à la réutilisation des eaux traitées dans les stations d'épuration.

Lors de cette rencontre, un exposé sur une étude concernant la réutilisation des eaux usées a été présenté aux représentants des services techniques des directions de l'agriculture, des ressources en eau, de l'industrie et autres partenaires. Djilali Farid, responsable du bureau chargé de cette étude a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan directeur national pour la réutilisation des eaux usées traitées afin de les utiliser pour irriguer des terres agricoles et les exploiter dans les secteurs industriel et urbain. "Il y a une dynamique et des résultats concrets sur le terrain concernant la réutilisation des eaux usées traitées, grâce à la réhabilitation de plusieurs stations d'épuration équipées de systèmes de traitement tertiaire. Ces installations permettent d'utiliser ces eaux pour irriguer des maraîchers et diverses cultures agricoles et dans les industries", a déclaré, de son côté, Fazia Merzouk, responsable de la communication à l'ONA pour la région Ouest (Oran). Le directeur de l'unité de l'ONA de Tlemcen, Sidi Yaakoub Slim, a indiqué que la wilaya produit annuellement 20 millions de mètres cubes d'eaux traitées à travers trois stations d'épuration situées à Tlemcen, Maghnia et Sidi Senoussi (Sidi Abdelli), faisant remarquer que 25 % de ces eaux sont réutilisées dans l'irrigation agricole et le reste est déversé dans les barrages. Il a également fait savoir que des efforts considérables sont déployés pour atteindre l'objectif national de réutilisation de 60 % des eaux usées, notamment à travers la réhabilitation et l'extension des stations d'épuration de Tlemcen et de Maghnia, qui seront dotées de systèmes de traitement tertiaire pour permettre l'irrigation de toutes les cultures. Par ailleurs, un projet de réalisation d'une station d'épuration à Marsa Ben M'hidi est prévu. Les travaux seront lancés prochainement, a-t-on annoncé.



tées à travers trois stations d'épuration situées à Tlemcen, Maghnia et Sidi Senoussi (Sidi Abdelli), faisant remarquer que 25 % de ces eaux sont réutilisées dans l'irrigation agricole et le reste est déversé dans les barrages. Il a également fait savoir que des efforts considérables sont déployés pour atteindre l'objectif national de réutilisation de 60 % des eaux usées, notam-

ment à travers la réhabilitation et l'extension des stations d'épuration de Tlemcen et de Maghnia, qui seront dotées de systèmes de traitement tertiaire pour permettre l'irrigation de toutes les cultures. Par ailleurs, un projet de réalisation d'une station d'épuration à Marsa Ben M'hidi est prévu. Les travaux seront lancés prochainement, a-t-on annoncé.

BATNA

Une caravane de solidarité «Hiver chaud» au profit de 150 familles démunies

Une caravane de solidarité "Hiver chaud" a été lancée lundi au profit de 150 familles démunies habitant les localités reculées de 13 communes des daïra d'Ain Touta, de Tazoult, de Ras Layoun et d'Ichemoul, dans la wilaya de Batna. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, qui a présidé le lancement de l'opération, a affirmé

que cette caravane, organisée annuellement à l'approche de l'hiver par le conseil "Souboul El Khayrat" de la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs, permettra la distribution de couvertures, de matelas, de vêtements et de divers produits alimentaires aux familles nécessiteuses habitant les localités montagneuses difficiles d'accès. Cette caravane, qui sera suivie

par d'autres, est accompagnée d'une équipe de médecins spécialistes, qui assureront des consultations au profit des personnes âgées, des femmes et des enfants de ces localités, notamment ceux ayant des difficultés à se rendre aux établissements sanitaires, a-t-on ajouté, précisant que des médicaments seront également distribués. De son côté, le directeur local

des Affaires religieuses, Salah-Eddine Bouzidi, a souligné que la campagne "Hiver chaud" cible cette année 3.500 familles démunies, qui bénéficieront d'appareils de chauffage, de couvertures, de matelas et de denrées ainsi que d'une couverture sanitaire assurée en coordination avec la direction de la Santé.

MAISON DES MÉTIERS TRADITIONNELS DE CONSTANTINE

Une réhabilitation à vingt milliards

La wilaya de Constantine a alloué vingt milliards de centimes pour finaliser le projet de réhabilitation de la Maison des métiers traditionnels à Bab El Kantra. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a déclaré que cette infrastructure sera valorisée grâce à un cahier des charges pour son exploitation et la collecte de revenus. Les services de la wilaya s'attendent à ce que cet endroit devienne une attraction touristique et un élément supplémentaire pour la préservation du patrimoine de la ville. Le budget préliminaire de la wilaya de Constantine, approuvé la semaine passée, inclut cette allocation dans le cadre des bâtiments et équipements

publics. Le directeur de l'Administration locale a présenté des images du projet, illustrant le design finalisé et les travaux accomplis à ce jour. Le wali a souligné que la maison des métiers traditionnels est un projet d'investissement rentable. Contrairement à une cession gratuite aux artisans, l'exploitation se fera selon un cahier des charges avec collecte des revenus correspondants. Ce site a été récupéré dans le cadre de la redistribution des biens d'établissements dissous. Située dans le quartier de Bab El Kantara, près des silos à grains, la maison des métiers traditionnels s'étend sur plus de 2.400 mètres carrés. Le projet a fait l'objet de plusieurs réu-

nions au cours de l'année dernière, avec la participation de professeurs de l'École d'architecture pour une étude de réaménagement en collaboration avec les artisans. L'objectif est de créer un centre de production, d'exposition et de vente de produits artisanaux. Les années précédentes, la wilaya avait déjà mis en place un marché pour les artisans dans la cité Daksi Abdesslem, bien qu'ils souffrent d'un manque de fréquentation. Ce projet vise à valoriser les métiers traditionnels, comme la dinanderie, en offrant une nouvelle dimension historique et culturelle à la ville de Constantine.

Entre l'Occident et l'Afrique, la guerre des accords commerciaux

Les États africains misent sur la création d'une zone de libre-échange continentale. À peine née, la Zlecaf est déjà siphonnée par l'entrisme de l'Union européenne et des États-Unis.

Par Julie Chaudier

Cette année, le Maroc a officiellement rejoint la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf). L'Afrique du Sud a, de son côté, ré-
lisé ses premières exportations sous ce régime douanier. Cinquante-quatre États africains ont signé cet accord Zlecaf, c'est-à-dire tous les pays d'Afrique, y compris ceux du Maghreb, à l'exception de l'Érythrée. Quarante-sept l'ont également ratifié et quarante-cinq d'entre eux ont d'ores et déjà soumis leur liste provisoire de concessions tarifaires. Il s'agit pour chaque État africain de définir progressivement, et de son propre chef, sans négociation, les produits qu'il accepte d'importer en provenance des autres pays africains membres de la Zlecaf, avec peu ou pas de droits de douanes. C'est un pari: tous espèrent que cette intégration continentale par le commerce, c'est-à-dire l'intensification des liens commerciaux interafricains, soutiendra leur développement. Les promesses sont enchanteresses. Selon un rapport de la Banque mondiale faisant l'hypothèse d'un commerce continental totalement libre de taxes douanières –ce qui est encore loin d'être le cas– la Zlecaf pourrait sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté et augmenter les revenus de près de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,5 dollars par jour, en augmentant les salaires de près de 10% d'ici 2035.

Négociations isolées

Cependant, en parallèle de la Zlecaf, les États africains poursuivent aussi, chacun de leur côté, la négociation d'accords de libre-échange avec des pays hors de l'Afrique. L'Union européenne a ainsi lancé dans les années 2000 la négociation d'accords de partenariat économique (APE), où les États africains acceptent d'ouvrir progressivement leurs marchés sans droits de douane aux produits venus d'Europe pour conserver leur accès historiquement libre de droits de douane au marché européen. L'UE a d'abord lancé les négociations avec tout le groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), qui regroupe les anciennes colonies européennes. Faute de succès, elle a ensuite négocié seulement avec l'Union africaine, puis, face à sa résistance, avec les communautés économiques régionales (CER) africaines séparément, et enfin, avec quelques pays isolés seulement. Aucun accord global Afrique-UE n'a été trouvé, «en raison d'une grande fragmentation au sein des CER et de



l'Afrique dans son ensemble. L'Afrique n'a pas présenté un front uni envers l'UE, et l'UE en a profité», explique Jane Nalunga, directrice exécutive en Ouganda de l'Institut d'information et de négociations commerciales d'Afrique australe et orientale (Seatini). Le cas du Kenya est exemplaire. Le pays a signé le 18 décembre dernier, seul et contre l'avis des autres États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), un APE avec l'Union européenne et, deux ans plus tôt, avec la Grande-Bretagne à la suite du Brexit. Neuvième économie du continent, ses grandes entreprises influentes sont devenues dépendantes des marchés européen et britannique pour leurs exportations de fruits, de légumes et –de façon très notable– de fleurs. «Il est important de noter que tous les autres États de la CAE, à l'exception du Kenya, sont des pays les moins avancés (PMA). Ainsi, le Kenya [...] ne peut [plus] bénéficier du système de préférences généralisées ou du programme "Tout sauf les armes" dont bénéficient [encore] les autres membres de la CAE en raison de leur statut de PMA [qui leur permet d'exporter sans droit de douane en Europe, ndlr]. [Sans accord de libre-échange avec l'UE], le Kenya serait confronté à des droits d'exportation d'environ 100 millions de dollars, et le Royaume-Uni représente égale-

ment une grande partie des exportations kenyanes. D'un point de vue pragmatique et économique, le Kenya avait plus désespérément besoin d'un APE avec l'UE que les autres membres de la CAE ou, alternativement, avec le Royaume-Uni, compte tenu aujourd'hui de la réalité du Brexit», écrivent ensemble les Kenyans Harrison Mbori, chercheur à l'institut Max Plank du Luxembourg en droit international spécialisé sur l'Afrique, et James T. Gathii, titulaire de la chaire Wing-Tat Lee de droit international et professeur à la faculté de droit de l'université Loyola de Chicago, dans un article sur les enjeux de l'APE GB-Kenya. Puisque les autres États de la Communauté d'Afrique de l'Est craignent de voir les produits européens entrer sur leur marché et venir concurrencer leur propre production, ces derniers doivent désormais rétablir des contrôles aux frontières, alors que la mise en œuvre de la CAE vise au contraire à faire des différents pays de la région un bloc solidaire et homogène. Pire, le Kenya «peut désormais importer sans droit de douane des intrants pour des productions qu'il peut ensuite exporter chez ses voisins de la sous-région qui, eux, ne bénéficient pas de cet avantage, explique Marc Maes, avocat belge, responsable de la politique commerciale au 11.11.11., coalition fla-

mande pour la solidarité internationale. Le Kenya importe beaucoup plus de l'UE qu'il n'exporte, et ce déficit va aller en augmentant avec l'APE, mais il donne l'avantage au Kenya sur ses voisins de la région, de sorte que ces pays ont l'impression de payer pour la croissance du Kenya.»

«Diviser pour mieux régner»

L'accord signé par l'Union européenne avec le Kenya n'est qu'un parmi d'autres: au total, deux APE ont été signés avec des communautés régionales et quatre États dans les autres régions. Tous créent la même situation conflictuelle que dans la Communauté d'Afrique de l'Est. L'UE prétend pourtant, dans toutes ses relations avec l'Afrique, défendre l'intégration régionale du continent. Sur le site officiel de la Commission dédié aux APE, elle est notée comme un point clé: «Les APE visent à contribuer à l'intégration économique régionale.» «Pourquoi l'intégration régionale? interrogeait Louis Michel, alors Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, dans un discours en 2007. S'il y a bien un point fondamental sur lequel nos experts s'accordent, c'est celui du rôle pivot joué par l'intégration régionale dans la création de marchés de taille critique et plus intégrés.» Derrière les discours, Harrison Mbori accuse la Commission européenne de mener une politique «du type "diviser pour mieux régner". Il est évident qu'un tel stratagème vise bien à garantir que les États africains négocient individuellement et perdent les avantages de négocier en bloc», accuse-t-il. Comme l'UE, les États-Unis ont déjà signé avec huit pays et trois communautés régionales africaines des Trade and Investment Framework Agreements (TIFA), des accords qui permettent d'encadrer leurs relations commerciales et faciliter les investissements américains en Afrique. «On est dans une situation où la Zlecaf cherche à se constituer comme un marché unique, mais l'UE [et les États-Unis] a déjà un pied partout. Au moment où les États-Unis poussaient pour la signature du TTIP [accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne, ndlr], il a fait les frais d'une forte contestation. Alors, on a annoncé qu'on allait abandonner le TTIP et que les États-Unis allaient plutôt signer un accord avec l'Allemagne uniquement, se souvient Marc Maes. Cela a fait rire tout le monde. L'UE est une union douanière, un marché unique: ce qui rentre en Allemagne a accès à tous les autres pays de l'UE. Or, c'est précisément la situation actuelle de l'Afrique.»

Source : Slate.fr

ÉMIRATS ARABES

Mise en place d'un impôt sur les bénéfices des multinationales

Les Émirats arabes unis, qui accueillent le siège régional de nombreuses entreprises, ont annoncé lundi l'introduction d'un impôt de 15 % sur les bénéfices des multinationales à partir de janvier 2025.

« Cette étape stratégique reflète l'engagement des Émirats à mettre en œuvre la solution des deux piliers de l'OCDE, qui vise à établir un système fiscal équitable et transparent », a indiqué le ministère émirati des Finances dans un communiqué.

Fin 2021, près de 140 États se sont accordés sur une taxation minimale des multinationales sous l'égide de l'OCDE, consistant en deux piliers : le premier visant une meilleure répartition de la fiscalité des géants du numérique et le second une imposition minimale à 15 % sur les sociétés.

La mesure s'appliquera aux multinationales opérant dans le riche pays pétrolier du Golfe dont le chiffre d'affaires global consolidé s'est élevé à au moins 750 millions d'euros au cours d'au moins deux des quatre exercices financiers précédents, a précisé le ministère.

Les Émirats arabes unis, qui figurent parmi les principaux exportateurs de pétrole au monde, ont diversifié leur économie en s'imposant comme un centre régional pour les affaires et le tourisme. Longtemps considéré comme un paradis fiscal, le pays a été retiré de la liste grise de l'OCDE en février 2023 et a commencé l'année dernière à taxer les bénéfices des entreprises de plus de 375 000 dirhams (environ 91 500 euros) à 9 %. Il fait toutefois face à une concurrence croissante dans la région, notamment de la part de l'Arabie saoudite qui cherche elle aussi à réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à attirer les entreprises étrangères.

Les Émirats continueront « à développer un environnement favorable aux entreprises » et à renforcer leur compétitivité, a souligné le ministère des Finances, annonçant par la même occasion de nouvelles mesures d'incitations fiscales étaient à l'étude pour soutenir l'innovation.

ÉGYPTE

L'armée prend le contrôle des importations de blé et de denrées stratégiques

En Afrique, l'Égypte est le principal marché pour le blé. Le pays d'Afrique du Nord vient d'opérer un changement d'envergure dans son système d'importation de denrées alimentaires qui pourrait avoir des répercussions à court terme sur son approvisionnement.

En Égypte, l'agence Mostakbal Misr opérant sous la supervision de l'armée de l'air, remplace désormais l'acheteur public de céréales (GASC) pour négocier les importations de céréales et denrées stratégiques sur le marché international. C'est ce qu'a annoncé le ministère de l'Approvisionnement dans une lettre adressée au ministère russe de l'Agriculture, rapportée le vendredi 6 décembre par Reuters.

Cette annonce marque la fin de 56 années d'activités de la GASC qui opérera jusqu'à en tant qu'intermédiaire pour le commerce international de denrées alimentaires depuis sa création en 1968 dans le pays des pharaons. Selon les autorités, cette décision vise notamment à assurer une meilleure gestion de l'approvisionnement en blé sur le marché international.

Fondée en 2022 par décret présidentiel, l'agence Mostakbal Misr était initialement axée sur des projets de mise en valeur des terres et l'approvisionnement en blé au niveau local. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, l'entité prévoit d'utiliser des accords d'achat direct en plus des appels d'offres internatio-



naux en vue de rationaliser les opérations d'importation de denrées.

Pour les autorités, le défi sera de maintenir la stabilité de l'approvisionnement alimentaire avec cette transition subite dans un système d'importation en place depuis des décennies.

« Les conditions de la GASC pour les transactions dans le cadre d'appels

d'offres internationaux ont été élaborées au fil de nombreuses années. On leur fait confiance et ce n'est que lorsqu'il y a de la confiance que des achats importants peuvent être faits avec des millions de dollars en jeu. À long terme, la nouvelle organisation sera sans aucun doute en mesure d'effectuer des achats. À court terme, elle risque d'être confrontée à des difficultés », a déclaré à Reuters un négociant allemand ayant requis l'anonymat.

S'il est encore trop tôt pour parler des impacts sur l'approvisionnement en blé, rappelons toutefois que l'Égypte devrait se procurer 12 millions de tonnes de la céréale sur le marché international en 2024/2025, d'après les prévisions de la FAO. En octobre dernier, la GASC a déclaré avoir conclu le plus gros achat direct de blé du pays depuis 2022 avec des cargaisons de 3,2 millions de tonnes en provenance de la région de la mer noire.

En dehors des céréales, la GASC jouait également un rôle clé dans l'approvisionnement en huile comestible, pâtes alimentaires et viande sur le marché international.

TUNISIE

Le gouvernement mise sur l'innovation pour transformer son industrie

La Tunisie a célébré, au Palais des Congrès de Tunis, les 30 ans de son partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Ce partenariat, débuté en 1972 avec des projets pilotes et renforcé par l'ouverture d'un bureau de l'ONUDI en Tunisie en 1994, a contribué à la modernisation et à la durabilité de l'industrie tunisienne, tout en soutenant sa transition vers une économie bas-carbone à l'horizon 2050.

Lors de son discours, la ministre de l'Industrie, Fatma ThabetChiboub, a salué les avancées réalisées, notamment dans la mise à niveau industrielle, la valorisation des ressources agricoles et la promotion des compétences tunisiennes sur les marchés internationaux, dans le cadre des coopérations Sud-Sud et avec l'Union européenne.

Elle a annoncé qu'un « programme ambitieux » sera lancé au début de l'année 2025. Ce plan quinquennal a pour objectif de hisser l'industrie tunisienne au rang mondial en intégrant les dernières avancées technologiques.

Il se concentrera sur des secteurs stratégiques tels que la pharmacie, les composants automobiles, les industries de haute précision (industrie 4.0) et le renforcement de la formation professionnelle en collaboration avec le ministère de la Formation professionnelle.

Pour sa part, le représentant de l'ONUDI en Tunisie, Lassaad Ben Hassine, a souligné l'importance de ce partenariat pour intégrer l'industrie tunisienne dans l'économie mondiale tout en favorisant l'inclusion sociale. Il a rappelé que plus de 150 projets innovants ont été réalisés grâce au soutien de l'organisation, des pays donateurs et des structures des Nations Unies.

L'événement a également permis de présenter plusieurs initiatives innovantes, comme des produits cosmétiques naturels, des formations culinaires autour des ingrédients tunisiens et des projets en électronique de haute précision. L'ONUDI a offert un appui technique et financier, facilitant leur participation à des salons internationaux. La Tunisie a célébré hier lundi,

au Palais des Congrès de Tunis, les 30 ans de son partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Ce partenariat, débuté en 1972 avec des projets pilotes et renforcé par l'ouverture d'un bureau de l'ONUDI en Tunisie en 1994, a contribué à la modernisation et à la durabilité de l'industrie tunisienne, tout en soutenant sa transition vers une économie bas-carbone à l'horizon 2050.

Lors de son discours, la ministre de l'Industrie, Fatma ThabetChiboub, a salué les avancées réalisées, notamment dans la mise à niveau industrielle, la valorisation des ressources agricoles et la promotion des compétences tunisiennes sur les marchés internationaux, dans le cadre des coopérations Sud-Sud et avec l'Union européenne.

Elle a annoncé qu'un « programme ambitieux » sera lancé au début de l'année 2025. Ce plan quinquennal a pour objectif de hisser l'industrie tunisienne au rang mondial en intégrant les dernières avancées technologiques. Il se concentrera sur des secteurs stra-

tégiques tels que la pharmacie, les composants automobiles, les industries de haute précision (industrie 4.0) et le renforcement de la formation professionnelle en collaboration avec le ministère de la Formation professionnelle.

Pour sa part, le représentant de l'ONUDI en Tunisie, Lassaad Ben Hassine, a souligné l'importance de ce partenariat pour intégrer l'industrie tunisienne dans l'économie mondiale tout en favorisant l'inclusion sociale. Il a rappelé que plus de 150 projets innovants ont été réalisés grâce au soutien de l'organisation, des pays donateurs et des structures des Nations Unies.

L'événement a également permis de présenter plusieurs initiatives innovantes, comme des produits cosmétiques naturels, des formations culinaires autour des ingrédients tunisiens et des projets en électronique de haute précision. L'ONUDI a offert un appui technique et financier, facilitant leur participation à des salons internationaux.

CÔTE D’IVOIRE

Turaco prépare de nouveaux investissements dans l’or

D’une production d’or de 51 tonnes en 2023, la Côte d’Ivoire veut atteindre au moins 100 tonnes par an dans les cinq prochaines années, selon son ministre des Mines. Le gouvernement compte sur l’intérêt croissant des investisseurs miniers, comme Turaco Gold, pour développer de nouvelles mines d’or.

Turaco Gold, propriétaire du projet Afema en Côte d’Ivoire, a annoncé lundi 9 décembre la signature d’un accord d’exclusivité avec Pioneer Minerals SARL. En échange d’un investissement initial de quelques centaines de milliers de dollars, la junior minière australienne poursuit son objectif de développer sa première mine d’or dans le pays ouest-africain. L’accord est soumis à l’octroi d’un permis d’exploration qui, une fois disponible, verra Turaco dépenser au moins 130 millions FCFA (220 000 dollars) pendant une période d’exclusivité d’un an. Pour cette pé-

riode, Pioneer recevra d’abord 75 000 \$ en actions Turaco avant l’octroi du permis, puis 100 000 \$ en espèces ou en actions Turaco, dès l’obtention du permis. L’acquisition de 100 % d’intérêts dans le projet par Turaco sera enfin conditionnée à l’émission de 2,25 millions d’actions ainsi qu’à une redevance de 2 % sur les revenus nets de fondrie. Le permis faisant l’objet de l’accord annoncé lundi élargit la zone du projet Afema à plus de 1600 km², augmentant potentiellement les chances d’une découverte d’or importante. Il s’agit de 366 km² de terres prometteuses supplémentaires, iden-

tifiées par la compagnie australienne pour l’exploration de l’or. Selon les estimations actuelles, le projet Afema héberge 2,5 millions d’onces d’or et Turaco poursuit l’exploration pour augmenter cette ressource. C’est en novembre 2023 que la société s’est lancée dans cette quête, en acquérant 51 % d’intérêts dans le projet auprès d’Endeavour. Depuis, Turaco a renforcé son contrôle sur le projet en signant un accord avec son propriétaire initial. La junior minière australienne versera ainsi 14,2 millions \$ à l’israélien Sodim pour détenir 80 % d’intérêts.

SAHEL

28 milliards \$ sur le marché carbone pour sauver la Grande Muraille Verte

Les crédits carbone, unités représentant une tonne de CO₂ évitée ou capturée grâce à des projets climatiques, pourraient financer la restauration des terres dans le Sahel. Le WEF révèle des opportunités de plusieurs milliards de dollars pour le projet Grande Muraille Verte de l’UA. La restauration des terres dégradées dans le Sahel pourrait générer 28 milliards de dollars grâce au marché volontaire du carbone, selon un rapport publié en décembre 2024 par le Forum économique mondial (WEF) et Tree Aid. Cette estimation repose sur une capacité potentielle de séquestration de 1,8 milliard de tonnes de CO₂ équivalent (tCO₂e) dans la région, au prix moyen de 15,74 dollars par tonne observé en 2023. La Grande Muraille Verte (GMV),

initiative lancée en 2007 par l’Union africaine, vise à restaurer 100 millions d’hectares de terres dégradées et à créer 10 millions d’emplois verts d’ici 2030. Cependant, le projet est freiné par un manque de financements publics suffisants, et les auteurs du rapport proposent de combler le déficit par le marché du carbone, un marché sur lequel les entreprises achètent des crédits pour compenser leurs émissions. « L’initiative [...] est en retard par rapport à ses objectifs fixés pour 2030. Les financements publics se sont révélés insuffisants, mais le marché volontaire du carbone pourrait fournir les fonds nécessaires », peut-on lire dans le document, qui note une augmentation de la demande mondiale pour les crédits carbone et de bonnes perspectives. Citant des prévisions de Bloomber-

gNEF, les auteurs indiquent que les prix des crédits carbone séquestrés pourraient atteindre 146 \$ par tonne d’ici 2030 et 172 \$ par tonne d’ici 2050. Pour le Sahel, le potentiel sur le marché est une opportunité de transformation économique et environnementale. Avec des terres fragilisées par la désertification et le changement climatique, la restauration écologique devient cruciale pour préserver les écosystèmes, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience des populations locales. Ces projets apporteraient également d’importants revenus aux communautés, en soutenant des activités comme la gestion des forêts ou l’agriculture durable. Le rapport du WEF et de Tree Aid n’est pas le premier à citer la question du financement parmi les défis

qui ralentissent la mise en œuvre du projet GMV. À mi-parcours, en 2021, l’initiative affichait des résultats mitigés, selon plusieurs sources concordantes : seuls 18 millions d’hectares de terres avaient été restaurés et 350 000 emplois verts créés, des chiffres bien en deçà des objectifs fixés pour 2030. Selon des données relayées par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) en 2021, il faudra mobiliser 33 milliards de dollars supplémentaires d’ici la fin de la décennie pour atteindre les objectifs, une estimation qui montre l’ampleur des efforts nécessaires pour transformer l’initiative en succès, tant sur le plan financier qu’opérationnel.

ANGOLA

Une nouvelle législation en vigueur pour accroître la rente pétrolière

Face à la baisse soutenue de sa production pétrolière ces dernières années, l’Angola multiplie les initiatives visant à renforcer l’exploitation des ressources d’or noir qui génèrent au pays l’essentiel de ses recettes. Déterminé à poursuivre l’augmentation de la production pétrolière, le gouvernement de l’Angola a promulgué en novembre dernier, une nouvelle législation visant à accroître la viabilité commerciale de ses champs pétroliers producteurs. Entré en vigueur vendredi 6 décembre, le texte vise de manière spécifique, l’exploitation des gisements producteurs arrivés à maturité dont il entend optimiser le plateau de production après que 70 % de leurs réserves commerciales ont été monétisées. Cette loi est conçue comme un moyen d’attirer des investissements significatifs sur ces champs pétroliers vieillissants, en attendant la découverte de nouveaux gisements viables. L’initiative s’inscrit dans la politique de Luanda visant à lutter contre la baisse de la production pétrolière actuellement autour de 1,1 million b/j après avoir atteint 1,3 million b/j il y a quatre ans et un pic de 1,8 million b/j en 2010, selon des chiffres fournis par Statista. En effet, depuis le retrait de l’OPEP il y a bientôt un an, l’Angola accélère les initiatives en faveur de l’atteinte de son objectif visant à maintenir le plateau de sa production d’or noir au-dessus de la barre d’un million de barils quotidiens. La nouvelle loi est destinée à l’y aider à travers notamment des incitations fiscales sous la forme d’une réduction de la taxe sur la production de pétrole et de l’impôt sur le revenu pétrolier, afin d’encourager les activités de recherche d’hydrocarbures. Ceci, c’est sans compter le cycle d’attribution de licences d’exploration pétrogazière que l’Angola devrait lancer au premier trimestre de l’année prochaine.

AFRIQUE DU SUD

La BAD débloque la première tranche du milliard \$ accordé à Transnet

La Banque africaine de développement vient de débloquer la première tranche du prêt de 18 milliards de rands (près d’un milliard de dollars) accordé à Transnet, un conglomérat sud-africain qui gère les ports, les chemins de fer et les pipelines du pays. Ce décaissement est le premier d’une série de quatre tranches prévues dans le cadre de ce financement inédit, destiné à soutenir le plan de redressement de l’entreprise. Cinq mois environ après l’approbation de ce prêt par le Conseil d’administration de la Banque, cette aide vise à redresser les opérations de Transnet et à améliorer les infrastructures du pays. Ce financement permettra à Transnet de commencer la première phase de son plan d’investissement quinquennal de 152,8 milliards de rands (8,1 milliards de dollars). Ce plan vise à réhabiliter et renforcer les infrastructures existantes avant de développer des segments clés de la chaîne logistique. « Ce décaissement rapide montre l’engagement de

l’institution envers le secteur privé en Afrique, essentiel pour soutenir une croissance économique durable » a déclaré Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l’Infrastructure et de l’Industrialisation, en marge de l’Africa Investment Forum, qui se tient à Rabat, au Maroc. L’efficacité du décaissement réside dans le fait que Transnet a rempli toutes les conditions liées au financement de la Banque, en particulier en matière de gouvernance, d’environnement et de responsabilité sociale. Ce décaissement intervient après la signature de l’accord de prêt à Johannesburg en septembre dernier, entre Transnet et la Banque africaine de développement, qui engage l’institution à fournir les financements à l’entreprise sud-africaine pour lui permettre de mettre en œuvre son plan de redressement. Transnet fait face à des défis opérationnels depuis plusieurs années, principalement dans les secteurs critiques des che-

mins de fer et des ports, en raison d’un sous-investissement dans les infrastructures et les équipements, du vol et du vandalisme, ainsi que de chocs externes tels que des inondations et les effets de la pandémie de Covid-19. Toutefois, l’entreprise, récemment restructurée, a entrepris d’importantes réformes internes pour améliorer sa gestion et son efficacité. Elle a également mis en place un programme de décarbonation et de réduction de l’empreinte carbone, conformément à ses engagements environnementaux. La Banque africaine de développement a salué le gouvernement sud-africain pour son engagement dans la réforme de Transnet et du secteur des transports en général, et pour ses efforts visant à renforcer la gouvernance et la conformité au sein de l’entreprise. De plus, Transnet a fait des progrès dans l’amélioration de ses pratiques de gouvernance, notamment dans les processus d’appel d’offres et de gestion financière. Transnet est un acteur clé de l’économie

sud-africaine et régionale, avec une infrastructure ferroviaire de 30 000 kilomètres, la plus grande parmi les pays émergents. Le réseau ferroviaire de Transnet assure la connectivité entre les ports sud-africains et d’autres pays de la région, tels que le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe et la République démocratique du Congo, via le port stratégique de Durban, le quatrième plus grand terminal à conteneurs de l’hémisphère Sud, ce qui en fait un carrefour essentiel pour le commerce régional et international. Ainsi, le soutien de la Banque africaine de développement à Transnet est crucial pour améliorer la compétitivité de l’Afrique du Sud et renforcer l’intégration économique du continent, tout en répondant aux défis du secteur logistique qui est vital pour le développement de l’Afrique. À travers ce décaissement, la Banque africaine de développement a, une fois de plus, démontré son agilité dans le soutien financier qu’elle apporte au secteur privé africain.

CAC 40

Une pause après huit séances consécutives de hausse

La Bourse de Paris devrait marquer une pause mardi matin après avoir aligné huit séances consécutives de hausse qui l'ont ramenée aux portes du seuil psychologique important des 7500 points.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin de mois - cède 27 points à 7464,5 points, laissant entrevoir un mouvement de respiration après le récent rebond. Le marché parisien avait signé hier une entame de semaine sur les chapeaux de roues en terminant la séance de lundi sur un gain notable de 0,7% à 7480 points. Après ses errements des deux derniers mois, le CAC est reparti de l'avant sous l'effet notamment du net redressement des valeurs du luxe, aidées par l'espoir de mesures de relance de l'économie chinoise. Les secteurs les plus dépendants des cycles économiques, comme les matières premières et l'énergie, sont également revenus en grâce hier alors que Pékin a manifesté hier son intention de stimuler la demande pour renforcer la reprise. Porté aussi par le fait que l'incertitude politique dans l'Hexagone ne se soit pas transformée en crise financière - ce qui soutient les valeurs bancaires - le CAC 40 a désormais repris près de 5% depuis le 27 novembre. L'indice parisien n'en plus qu'à 1% de

hausse afin de repasser positif sur l'année 2024. Signe de ce climat d'apaisement, le différentiel entre le rendement des Bunds allemands à dix ans (2,12%) et celui des OAT de même échéance(2,87) continue de se contracter, avec un 'spread' qui n'atteint plus que 75 points de de base contre 88 points il y a 10 jours. Pourtant, après avoir consulté plusieurs partis politiques, le président Emmanuel Macron n'a toujours pas nommé de premier ministre alors que le gouvernement Barnier est tombé il y a maintenant près d'une semaine. 'Mais les investisseurs ne semblent pas trop s'alarmer de la situation', observe Jim Reid, analyste marchés chez Deutsche Bank. La question qui se pose maintenant est de savoir si ces dernières séances n'ont constitué qu'un simple effet-rattrapage après la récente sous-performance ou s'il convient d'espérer une trajectoire de hausse plus durable. Un premier 'test' arrivera jeudi avec la réunion de la BCE, qui devrait déboucher sur une nouvelle baisse de 25 points de base de

ses taux directeurs. Au vu de la croissance morose sur le Vieux Continent, certains analystes estiment que l'institution basée à Francfort pourrait se décider à ramener le loyer de l'argent à des niveaux plus bas qu'anticipé. 'Dans le contexte économique difficile que l'on connaît au sein de la zone euro, la BCE pourrait par ailleurs être conduite à aller plus loin dans son cycle de baisse de taux', juge Odile Camblain, la responsable de la gestion diversifiée chez Crédit Mutuel AM La présidente de la BCE, Christine Lagarde, avait dernièrement évoqué devant le Parlement européen les risques qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro en général, et sur la France en particulier. 'Le taux de rémunération des dépôts pourrait donc être abaissé à 1,75% plus rapidement que prévu, ce qui pourrait avoir un

impact positif sur la conjoncture française', souligne la gérante de fonds. Le retour de l'appétit pour le risque à Paris survient alors que Wall Street amorce, au contraire, un épisode de consolidation après avoir enchaîné les records ces dernières semaines. Le Dow Jones s'est effrité de plus de 0,5% hier soir et le S&P 500 et le Nasdaq ont perdu 0,6%, tous plombés par le recul de Nvidia (-2,5%) suite à l'ouverture par le régulateur du marché chinois d'une enquête sur le géant des puces dédiées à l'IA pour violation présumée de la loi anti-monopole. Alors que les chiffres de l'emploi publiés vendredi dernier n'ont pas fourni d'indications décisives, les investisseurs se préparent à la publication, demain, des derniers chiffres de l'inflation qui seront particulièrement suivis à une semaine de la dernière réunion de l'année de la Fed.

Les Bourses chinoises bondissent, le soutien économique de Pékin dope les marchés en Asie

Les Bourses chinoises bondissent mardi à l'unisson des autres places asiatiques, dopées par la perspective de mesures de relance économique renforcées de la part de Pékin, Séoul se reprenant même avec vigueur. Les dirigeants chinois ont annoncé lundi vouloir "assouplir" l'an prochain leur politique monétaire et promis une "politique budgétaire plus pro-active" pour "stabiliser" marchés immobiliers et financiers. A la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng s'est envolé de 3,21% à l'ouverture, à 21.070,05 points, avant de modérer ses gains: il grimpait de 1,28% vers 02H00 GMT. A la même heure, l'indice composite à Shanghai gagnait 2,58% et celui de Shenzhen s'adjugeait 2,12%. L'annonce de Pékin, après une réunion du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, intervient avant une conférence économique cruciale qui pourrait esquisser cette semaine les mesures budgétaires de 2025. L'enthousiasme des marchés à propos de la Chine a permis à la Bourse de Séoul de rebon-

dir vigoureusement (+2,27% vers 02H00 GMT), après une semaine de fort repli dû à l'incertitude politique suivant la brève déclaration de la loi martiale en Corée du Sud. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette grimpait de 0,15% à 39.218,75 points, et l'indice élargi Topix de 0,19% à 2.739,81 points. Le marché a nettement réduit ses gains après avoir bondi à l'ouverture, dopé par la perspective des mesures de relance chinoises, mais également par l'affaiblissement du yen qui favorise les grands groupes exportateurs nippons. Vers 02H00 GMT cependant, la monnaie japonaise se stabilisait (+0,05%) à 151,13 yens pour un dollar. Le cours de l'once d'or grimpait de 0,33% à 2.669,03 dollars vers 02H00 GMT. Le marché du pétrole, lui, reprenait son souffle après avoir été dopé la veille par les derniers développements survenus en Syrie: le cours du baril de WTI cédait 0,22% à 68,22 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,19% à 72 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
 بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 09 Décembre 2024 Valeur : 11 Décembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3872	133.4022
1	EUR	EURO	140.7769	140.8194
1	GBP	POUND STERLING	170.0717	170.1776
100	JPY	JAPANESE YEN	88.7178	88.7514
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3326	18.3363
1	CHF	SWISS FRANC	16.16626	16.16968
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.2000	94.2372
1	DKK	DANISH KRONE	18.8781	18.8824
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2001	12.2038
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9573	11.9736
1	AED	UAE DIRHAM	36.3107	36.3246
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5046	35.5143
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.9206	434.1106
1	TND	TUNESIAN DINAR	42.1331	42.5566
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4126	13.4140
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3043	27.4446
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3431	3.3635
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.7709	176.7709

BOURSE ZURICH

Vers une amorce de séance en retrait

La Bourse suisse numérotait ses abatis mardi aux aurores, s'apprêtant à emboîter le pas d'une place new-yorkaise plombées par ses valeurs technologiques. A l'origine ce coup de mou: le lancement par Pékin d'une enquête à l'encontre du béhémoth des puces électroniques Nvidia, pour possible violation des lois anti-monopole de l'Empire

du Milieu. "Le processus pourrait coûter à Nvidia une amende de jusqu'à (...) 6 milliards de dollars," souligne Ipek Ozkardeskaya, pour la banque en ligne Swissquote. L'attention des investisseurs reste cristallisée sur les réunions jeudi de la Banque nationale suisse (BNS) et de la Banque centrale européenne (BCE), mais les détenteurs de capi-

taux pourront dans l'intervalle éclairer leurs décisions de placement à la lueur d'une inflation allemande stable en novembre. D'autres pays du Vieux continent doivent encore livrer des points de situation sur le renchérissement ou la production industrielle. Outre-Atlantique, les Etats-Unis livreront en soirée diverses indications sur le marché de l'emploi.

A 08h14, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär cédait 0,23% à 11'734,35 points, sur un front rouge homogène. Les écarts au sein de l'indice phare de la place zurichoise restaient confinés entre -0,16% pour la défensive Swisscom et -0,31% pour la grande banque UBS. Les valeurs du luxe Richemont et la porteur Swatch (toutes deux -0,3%),

grandes gagnantes de la session précédente, s'acheminaient vers une pause technique. Il fallait remonter au marché élargi pour dénicher de rares gagnants. Swissquote s'adjugeait 1,3% sans indication particulière, quand le laboratoire dermato-cosmétique Galderma s'enrobait de 1,0%, soutenue par divers commentaires d'analystes.

L'Europe dans le rouge, prudence avant des rendez-vous monétaires

Les principales Bourses européennes évoluent dans le rouge mardi en début de séance avant des indicateurs et décisions de politique monétaire clés cette semaine. À Paris, le CAC 40 se replie de 0,29% à 7.458,14 points vers 08h12 GMT. Le Dax à Francfort perd 0,19% tandis que le FTSE à Londres abandonne 0,31%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,23%, l'EuroStoxx 50 recule de 0,28% et le Stoxx 600 décline de 0,2%. Les marchés, ne profitant plus des espoirs de politique de relance en Chine, font désormais preuve de prudence avec un calendrier monétaire chargé. L'inflation CPI aux Etats-Unis, dernier indica-

teur important avec la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) le 18 décembre, sera publiée mercredi. La Banque centrale européenne (BCE) doit de son côté annoncer sa décision sur les taux jeudi, les marchés misant sur une baisse de 25 points de base. Plus généralement, neuf des dix plus grandes

banques centrales se réunissent ce mois-ci, ajoutant de la nervosité à des marchés déjà confrontés aux incertitudes géopolitiques, rappelle John Plassard, directeur chez Mirabaud, dans une note mardi. Aux valeurs, Allianz perd 1,31% après avoir présenté de nouveaux objectifs financiers pour la période 2025-2027.

20 POINTS D'INFLATION MAIS 3,5% DE RÉCESSION... APRÈS UN AN

Le bilan mitige du président argentin Javier Milei

Le président argentin Javier Milei a mené des réformes brutales sur le plan économique, afin de redresser le pays. Un an après son élection, voici cinq chiffres pour décrypter le bilan de ses décisions ultra libérales. S'il y a des avancées notables, le bilan reste mitigé.

L'ultra libéral Javier Milei, ancien économiste, a été élu il y a un an à la tête de l'Argentine, dans un contexte de récession et d'ultra inflation. Celui qui avait promis de gouverner avec sa "tronçonneuse" pour couper dans les dépenses publiques et redresser les comptes du pays a mis en place un certain nombre de réformes ultra-libérales. Un an après, l'heure est au premier bilan. Nous avons retenu cinq chiffres pour décrypter l'action du président argentin et ses résultats.

De 25,5% à 2,7%: le taux d'inflation mensuelle a chuté

C'est une des victoires, si ce n'est la plus grande, du président argentin Javier Milei: sa politique monétaire restrictive a permis de réduire drastiquement l'inflation. Elle reste une des plus élevées au monde à 193% en interannuel. Mais à coups de "tronçonneuse" dans les comptes publics, d'émission monétaire asséchée, de subventions taries, l'inflation a été endiguée à 3-

4% mensuels contre 17% en moyenne l'an dernier. En octobre, l'inflation plafonnait même à 2,7%, contre 25,5% au moment de l'élection présidentielle en décembre 2023. Résultat, les Argentins ne vont plus à la superette avec la hantise d'étiquettes bondissant d'une semaine sur l'autre. "C'est un mieux important en termes psychologique, d'attentes de la vie quotidienne. Si l'on compare fin 2023 à fin 2024 (...) il y a là une réussite fondamentale", tranche Gabriel Vommario, politologue de l'Université San Martin. La politique menée par le président en matière de taux de change a permis de rétablir les comptes extérieurs. Javier Milei a déprécié de 2% par mois la valeur du peso, après une dévaluation de 54% en décembre 2023. L'introduction d'un taux de change préférentiel a incité les exportateurs à vendre les récoltes stockées. Cela a permis de dégager un excédent commercial de 15 milliards de dollars sur les 9 premiers mois de l'année 2024. À titre de comparaison, en 2023, le déficit était de 7 milliards de dollars. Les exportations ar-

gentines ont progressé de 15% sur un an, soutenues par d'excellentes récoltes agricoles après la sécheresse de 2023.

0,4%: l'excédent budgétaire sur les trois premiers trimestres

En 2023, l'Argentine enregistrait un déficit budgétaire de 5,4%. La tronçonneuse est passée par là et le pays a connu cinq mois consécutifs d'excédent budgétaire pour commencer 2024. Un succès dû en grande partie aux larges coupes effectuées dans les dépenses publiques. Le gouvernement a mis fin à des chantiers publics, augmenté certaines taxes ainsi que les prix de l'électricité et des transports (le prix du ticket de métro a été multiplié par sept) et a coupé les dotations de l'État central aux provinces. "Cette politique d'austérité budgétaire pourrait cependant ne pas être tenable sur le long terme. Les dépenses d'investissements sont en effet nécessaires pour assurer la croissance à moyen-long terme du pays", analyse Bpifrance.

CHINE

Ralentissement plus marqué qu'attendu des exportations en novembre

La Chine a vu ses exportations gonfler de façon moins robuste que prévu en novembre, selon des chiffres officiels publiés mardi, à l'heure où Pékin promet un soutien accru à l'économie face à la menace de taxes douanières américaines. Le mois dernier, les ventes de produits et services chinois à l'étranger ont augmenté de 6,7% sur un an, selon les chiffres en dollars publiés par les Douanes chinoises. Il s'agit du huitième mois consécutif de progression

après un repli en mars, mais à un rythme très inférieur à celui d'octobre (+12,7%) et bien moindre que les attentes d'analystes sondés par l'agence Bloomberg (+8,7%). Les exportations représentent un levier de croissance important pour la deuxième économie mondiale, et leur vitalité impacte directement l'emploi des milliers d'entreprises du secteur. Mais la perspective d'une reprise des tensions commerciales avec Washington après le retour à la

Maison blanche de l'ancien président Donald Trump, qui prendra ses fonctions en janvier, inquiète les dirigeants chinois. L'économie mondiale fait face à des défis croissants en raison d'une tendance à la «démondialisation», a averti le Premier ministre Li Qiang lundi. En novembre, Pékin avait dévoilé une série de mesures pour stimuler le commerce, dont l'extension de l'assurance-crédit à l'exportation ou encore la fluidification des règlements commerciaux trans-

frontaliers. Depuis le premier mandat de Donald Trump, la Chine a réduit la part des exportations à destination des États-Unis, ce qui pourrait limiter les effets d'un bras de fer commercial. Les importations de la Chine ont pour leur part chuté de 3,9% sur un an, selon les Douanes, accentuant la baisse observée en octobre (-2,3%). Et ce, à rebours des attentes du marché: des analystes sondés par Bloomberg anticipaient un léger rebond de 0,9%.

UNION EUROPÉENNE

Le budget de la Hongrie dans le collimateur de la Commission européenne

Budapest semble traîner des pieds pour soumettre une image réaliste des perspectives économiques de la Hongrie, selon une lettre de la Commission européenne vue par Euronews - la dernière querelle potentielle dans un schéma de détérioration des relations avec Bruxelles. Le programme budgétaire de la Hongrie manque d'informations importantes et est basé sur des données peu fiables. C'est ce qu'a déclaré le commissaire européen ValdisDombrovskis dans une lettre d'avertissement adressée au ministre des Finances Mihály Varga, datée de jeudi (5 décembre) et vue par Euronews. Budapest semble traîner des pieds pour

soumettre des prévisions économiques réalistes à Bruxelles, ce qui fait partie d'une confrontation croissante entre les deux parties. "A ce stade, d'importants éléments manquent encore, ou nécessitent des ajustements et des précisions supplémentaires, pour que la Commission puisse finaliser son évaluation du plan budgétaire à moyen terme de la Hongrie", a écrit M. Dombrovskis, qui est le commissaire européen chargé de l'économie. La Commission souligne également les problèmes liés aux données sur la croissance économique, l'inflation et les dépenses d'intérêt, en précisant que les écarts par rapport à sa propre métho-

dologie doivent être "dûment justifiés". L'analyse est censée expliquer comment le gouvernement de Viktor Orbán prévoit de rétablir l'équilibre budgétaire au cours des prochaines années, après que les règles strictes de l'UE en matière de dépenses ont été assouplies à la suite de la pandémie de grippe aviaire et de la crise énergétique qui s'en est suivie. Mais l'évaluation complète de l'exécutif européen "pourrait prendre un certain temps [...] étant donné l'ampleur des informations manquantes", ce qui pourrait repousser la date limite du 12 décembre à la mi-janvier de l'année prochaine, selon la lettre.

SELON PÉKIN

Les États-Unis devront se passer de gallium, germanium et antimoine chinois

Nouvelle escalade entre la Chine et les États-Unis. Suite à la décision américaine de restreindre les ventes de composants utiles à l'industrie chinoise des semi-conducteurs, Pékin active l'arme du gallium, du germanium et de l'antimoine : toutes les exportations vers les États-Unis sont désormais interdites. Une mesure qui pourrait pénaliser l'économie américaine. Désormais, tout achat américain de gallium, germanium et antimoine chinois destiné à un double usage (civil et militaire) est soumis à autorisation. Les commandes clairement destinées à un usage militaire sont, elles, interdites par Pékin. La Chine invoque des enjeux de « sécurité nationale », c'était d'ailleurs ce qui avait déjà motivé l'instauration de contrôles renforcés l'année dernière sur ces matières premières. Si ces nouvelles restrictions devaient durer, elles pourraient avoir un impact important aux États-Unis dans certains domaines stratégiques : selon les services géologiques américains (USGS), la Chine produit plus de 90 % du gallium mondial, le reste provient du Japon, de la Russie, de la Corée du Sud et de l'Ukraine. Elle fournit aussi 80 % du germanium.

Ultra-dépendance à la Chine

La Chine domine aussi le marché de l'antimoine, même si sa production a nettement baissé — 37,5 % de parts de marché, selon le Bureau français de recherches géologiques et minières — son influence va au-delà de ses frontières, car on trouve ailleurs, au Tadjikistan par exemple, des sociétés minières à capitaux chinois et donc particulièrement sensibles aux décisions de Pékin. Les trois métaux ou métalloïdes ciblés ont la particularité d'être des sous-produits de l'extraction d'autres matières premières. Leur chaîne de production est donc particulièrement vulnérable alors même qu'ils sont devenus stratégiques pour la fabrication de panneaux solaires, de fibres optiques, de semi-conducteurs, de radars ou encore de retardateurs de flamme. « Les États-Unis ont, contrairement à l'Europe, une réelle politique de stockage des matériaux critiques », rappelle un expert de cette filière, ce qui leur permettra de faire face dans l'immédiat, mais combien de temps l'industrie américaine pourra-t-elle tenir sans la Chine ?

Un coup porté à l'industrie des semi-conducteurs

Dans un rapport publié mi-octobre, les experts de l'USGS se sont penchés sur la question. Ils ont tenté de quantifier les effets sur l'économie américaine d'éventuelles perturbations d'approvisionnement en gallium et germanium précisément. Selon le document, une restriction complète et simultanée imposée par la Chine sur le gallium et le germanium pourrait entraîner une baisse du PIB américain de 3,4 milliards de dollars. Un scénario aujourd'hui plus réel que jamais, auquel il faut ajouter le coût de restrictions plus fortes sur l'antimoine, dont l'exportation est déjà très contrôlée depuis mi-septembre.

EN CADEAU DE DÉPART POUR LEWIS HAMILTON...

Le plus rapide des Mercedes Classe G

Le septuple champion du monde de Formule 1 quitte l'écurie Mercedes-Benz où il est entré en 2013. La firme à l'étoile a concocté un bel hommage sous la forme d'un turbulent Classe G fort de 1 063 ch baptisé Sir Class. Un engin qui ne sera fabriqué qu'à 11 exemplaires facturé 652 600 € chacun.

Hommage à Lewis Hamilton quittant Mercedes-AMG Petronas pour intégrer la Scuderia Ferrari, ce Mercedes AMG 63 reprend, dans les grandes lignes, la décoration de la monoplace de l'émérité pilote. Mais au-delà de la thématique cosmétique, la partie mécanique est aussi au diapason.

Son nom est "Sir Class"

C'est le préparateur allemand HOF, firme dirigée, en partie, par l'ancien PDG de Mercedes-AMG, Philip Schiemer en fonction à ce poste jusqu'en avril 2023, qui est à la manœuvre. Le projet que vous avez sous les yeux est nommé « Sir Class » et ne manque pas de puissance. Le moteur V8 4 litres biturbo est revu de fond en comble.

A commencer par les équipages mobiles, des bielles plus solides, des pistons en aluminium forgé, auxquels s'ajoutent de nouveaux turbos, une boîte à air en aluminium et une mise à jour logicielle spécifique.

Une puissance multipliée par deux !

Une préparation aux petits oignons qui se traduit par une puissance de 1 063 ch pour une valeur de couple de 1 300 Nm. Avec une fiche technique de haute volée à la clé, l'engin revendique un exercice du 0 à 100 km/h réalisé en 3,5 secondes pour une vitesse de pointe limitée électroniquement à 186 km/h. A titre de comparaison, en configuration d'origine à sa sortie d'usine, le Mer-

cedes-AMG Classe G 63 dispose respectivement de 585 ch et 850 Nm, accélère de 0 à 100 km/h en 4,5 s mais peut atteindre la vitesse de 220 km/h.

« Sir Class » accorde son plumage à son extravagant ramage. Une kit carrosserie spécifique en fibre de carbone recouvre la quasi-totalité de la carrosserie. Le capot bombé est percé d'aération latérales. Les jantes de 23 pouces laquées de noir sont cernées du fameux bleu sarcelle, cher à l'écurie Petronas. Les roues recèlent aussi un système de freinage en carbone céramique afin de stopper le plus efficacement possible le bolide.

Un volant futuriste

L'habitacle n'est pas en reste avec de nombreuses touches de bleu dont des broderie « 1 063 » sur les appuie-têtes, les contreportes et la planche de bord. Le clou du spectacle est assuré par le volant dont le dessin est inspiré par la Formule 1 et particulièrement de la monoplace W13 de Lewis Hamilton avec néanmoins moins de boutons. Une configuration commune avec l'hypercar AMG One. Ce Mercedes « Sir Class » a été présenté lors du Grand Prix d'Abou Dhabi le week-end dernier en même temps que le Mercedes-AMG PureSpeed. Le SUV super sportif ne sera fabriqué qu'en 11 unités chacune facturée au prix de 652 600 €.



Les conducteurs d'utilitaires ont la vie dure et Fiat compte bien leur simplifier

Conduire un véhicule utilitaire, c'est rarement pour le plaisir. Outre les professionnels de la livraison qui passent des journées entières dans leur véhicule, les artisans sont aussi exposés à des risques pour leur santé en passant trop de temps à bord de leur véhicule. Passer sa vie au volant d'une voiture, comme la passer derrière un bureau, cela crée une forme de sédentarité. Les professionnels du transport comme les taxis ou encore les livreurs de colis, sont particulièrement exposés, puisqu'ils sont parfois amenés à passer plus de 8 heures par jour dans leur véhicule. Mais ce ne sont pas les seuls à être exposés à des soucis de santé. En effet, une récente étude réalisée par la branche britannique de Fiat Professional auprès de 500 adultes qui conduisent des utilitaires pour leur travail révèle qu'ils passent en moyenne trois heures par jour dans leur véhicule, que ce soit pour conduire, manger ou faire une pause. Cela équivaut à un mois complet chaque année passé derrière le volant.

Des habitudes qui inquiètent pour la santé

Cette routine intense a des conséquences sur la santé des conducteurs : un sur cinq (21 %)

s'inquiète des effets à long terme d'une telle sédentarité. La posture prolongée et le manque de mouvement peuvent entraîner des tensions au niveau du cou, des épaules et du bas du dos. Ces préoccupations sont amplifiées par les habitudes alimentaires des conducteurs : la moitié d'entre eux mangent dans leur véhicule trois fois par semaine, et un quart admettent avoir un faible pour la malbouffe. En moyenne, les conducteurs dépensent l'équivalent de 28 euros par semaine en nourriture à emporter, ce qui représente environ 1 500 euros par an. Pourtant, près de la moitié (42 %) savent qu'ils pourraient économiser en préparant leur déjeuner à la maison. Cependant, 37 % déclarent manquer de temps pour le faire.

Un guide pour des habitudes plus saines

Pour remédier à ces soucis, Fiat Professional s'est associé à James Thie, ancien athlète de l'équipe britannique et coach pour les Jeux olympiques de Paris 2024. Ensemble, ils ont conçu un guide pratique pour aider les conducteurs à rester actifs et en bonne santé. Ce guide propose des exercices simples adaptés à la vie de conducteur d'utilitaire :
- Montées de marche en entrant et sortant du



véhicule

- Squats lors du chargement et du déchargement

- Dips pour les triceps en utilisant l'arrière de l'utilitaire

Difficile d'imaginer un professionnel de la livraison, déjà pris par le temps, d'en plus prendre le temps de travailler ses triceps à l'arrière de son VU, mais pourquoi pas ! En plus des exercices physiques, le guide inclut des conseils nutritionnels pour choisir les bons aliments en supermarché ou préparer des repas équilibrés à emporter.

Une meilleure nutrition, la solution à privilégier ?

L'étude montre que les conducteurs d'utilitaires se tournent souvent vers des solutions rapides pour leurs repas. Les fast-foods (43 %), les cafés (39 %) et les stations-service (24 %) sont les lieux les plus plébiscités pour un arrêt repas rapide.

Plusieurs raisons expliquent cela, notamment parce que beaucoup d'entre eux font face à des obstacles pratiques : l'incertitude quant à la présence d'un lieu pour manger (48 %), l'absence de micro-ondes (46 %) ou la crainte que leur nourriture périsse dans le véhicule (42 %). Lors des pauses, 44 % des conducteurs mangent, 43 % achètent des snacks, et 42 % se dégoûtent les jambes. Mais d'autres optent pour des activités sédentaires comme naviguer sur les réseaux sociaux (37 %) ou passer des appels (39 %).

James Thie insiste sur l'importance de planifier ses repas pour éviter de sauter des repas ou de dépenser inutilement dans des options peu nutritives.

Il recommande de préparer des encas faciles à transporter et à manger en déplacement. Plus facile à dire qu'à faire...

L'AVENIR DES PUCES

Quand la lumière remplace les fils pour accélérer l'IA

Une innovation technologique d'IBM permet de multiplier par 80 les capacités de transmission des données entre les puces. Cela permettrait à la fois une accélération spectaculaire de l'entraînement des modèles d'IA et une réduction notable de la consommation énergétique des centres de données.



L'industrie des semi-conducteurs se heurte aujourd'hui aux limites physiques imposées par les connexions électriques traditionnelles. Dans les puces actuelles, les signaux transitent via des fils de cuivre microscopiques, où la densité croissante des composants engendre des problèmes de dissipation thermique et de perte de signal. Pour surmonter ces contraintes, IBM Research a développé une technologie de rupture : l'intégration de guides d'ondes optiques (voir la définition plus loin dans l'article) directement sur les puces. Cette approche transpose les principes éprouvés de la fibre optique – où l'information voyage sous forme de photons plutôt que d'électrons – à l'échelle microscopique des processeurs. Le défi technique consiste à suffisamment miniaturiser et à densifier ces connexions optiques, pour permettre la transmission de données à la vitesse de la lu-

mière entre les différents composants d'un système informatique. IBM l'a fait !

La fibre optique miniaturisée

La solution développée par IBM Research repose sur un module optique d'une complexité remarquable. La prouesse de cette réalisation réside dans la conception d'une architecture photonique miniaturisée appelée guide d'ondes optique. Cette structure microscopique canalise et dirige les faisceaux lumineux avec une précision nanométrique et permet d'acheminer l'information. Les chercheurs d'IBM ont ainsi pu concentrer 51 canaux de transmission optique sur chaque millimètre de bordure de puce, soit une densité six fois supérieure aux technologies existantes. Résultat : des débits de transmission 80 fois supérieurs aux connexions électriques conventionnelles. La technologie s'inspire directement des

câbles sous-marins qui transportent les données du Web entre continents, mais la miniaturisation à l'échelle d'une puce – de la taille d'un ongle – représentait jusqu'alors un obstacle majeur. Pour Dan Hutcheson, analyste chez TechInsights, ce progrès est incroyable : « IBM a mis à profit son expertise en conception et en assemblage, domaine dans lequel elle est leader depuis longtemps [...] Pour ma part, c'est cette avancée qui marque un véritable tournant ».

Une technologie performante et efficiente

Le passage des connexions électriques aux liaisons optiques engendrerait une réduction de la consommation énergétique des systèmes informatiques, avec une diminution par cinq de la puissance requise pour les opérations de traitement intensif. Une meilleure efficacité énergétique qui pourrait apporter une réponse concrète aux réoccupations en-

vironnementales liées à la multiplication des centres de données, véritables gouffres énergétiques dont la consommation électrique ne cesse de croître à l'échelle planétaire.

Les tests de fiabilité menés par IBM démontrent la robustesse de leur système dans des conditions extrêmes : humidité élevée et températures variant de -40° C à 125° C. Ces résultats laissent donc présager une intégration potentielle dans les environnements industriels les plus exigeants. Nécessairement, l'industrie des semi-conducteurs observe attentivement les travaux d'IBM. Selon Hutcheson, les principaux fabricants pourraient rapidement chercher à obtenir des licences d'exploitation, conscients du potentiel transformateur de cette innovation dans le domaine du calcul haute performance (HPC) et de l'intelligence artificielle. Fiat lux !

Le malware GammaDrop se diffuse via les tunnels Cloudflare

Baptisé BlueAlpha, ce groupe APT parvient à échapper à la détection pour diffuser ses malware en détournant un service cloud de routage sécurisé de Cloudflare pour y insérer du script malveillant dans le HTML. Dans sa dernière campagne de menaces persistantes avancées, un groupe APT soutenu par la Russie, abuse des tunnels Cloudflare pour diffuser son malware propriétaire GammaLoad. Identifié sous le nom de BlueAlpha, il a été observé par l'entreprise de cybersécurité Insikt Group alors qu'il exploitait le service de tunnel officiel pour diffuser des malwares en vue de l'exfiltration de données, le vol d'identifiant et l'accès persistant à des réseaux compromis. «

BlueAlpha utilise les tunnels Cloudflare pour dissimuler l'infrastructure de GammaDrop, échappant ainsi aux mécanismes traditionnels de détection des réseaux », ont expliqué les chercheurs d'Insikt dans une note. « Le groupe diffuse des malware en exploitant la technique dite du HTML Smuggling, ou contrebande de HTML, en s'appuyant sur des techniques sophistiquées pour contourner les systèmes de sécurité du courrier électronique ». BlueAlpha, dont les activités se recoupent avec celles de groupes publiquement déclarés comme Gameredon, Shuckworm et Armageddon, est un groupe qui agit probablement pour le compte du FSB (les services secrets russes).

Les tunnels Cloudflare détournés pour la diffusion de malwares

Le service gratuit de tunneling de Cloudflare propose aux utilisateurs de créer un tunnel en utilisant un sous-domaine généré de manière aléatoire à partir de trycloudflare.com. Ce tunnel dirige tout le trafic arrivant à ce sous-domaine via le réseau de Cloudflare vers un serveur fonctionnant localement. « D'après nos observations, BlueAlpha a utilisé cette fonction pour dissimuler l'infrastructure qui lui sert à déployer le logiciel malveillant GammaDrop », indiquent les chercheurs. Ces derniers ont également pu surprendre le groupe en train d'ajuster légèrement la technique populaire de diffusion de logiciels malveillants

dite de HTML Smuggling ou contrebande de HTML, laquelle consiste à diffuser le logiciel malveillant en cachant le JavaScript malveillant dans des pièces jointes HTML, afin d'éviter la détection. « Des échantillons récents montrent des changements dans les méthodes de désobfuscation, comme l'utilisation de l'événement HTML onerror pour exécuter un code malveillant », ont ajouté les chercheurs. GammaDrop agit comme un dropper, et il écrit GammaLoad sur le disque pour assurer la persistance.

Renforcer la sécurité du courrier électronique et du réseau

Les chercheurs recommandent de déployer des solutions pour

inspecter et bloquer les techniques de contrebande de HTML afin de signaler les pièces jointes présentant des événements HTML suspects comme onerror. Les politiques de contrôle qui peuvent bloquer l'exécution de fichiers malveillants et les connexions DNS-over-HTTPS (DoH) non autorisées pourraient également contribuer à contrer ces menaces. « L'utilisation continue par BlueAlpha de services officiels comme Cloudflare montre que le groupe poursuit ses efforts pour affiner ses techniques d'évasion », ont indiqué les chercheurs. « Les entreprises doivent rester vigilantes et investir dans des capacités de détection et de réponse avancées pour lutter contre ces menaces sophistiquées. »

Mots fléchés

Univers		Produira un son		Stupéfié		Ecchy-moses		Petite sainte		Tests		Ruelles	
Internationaux				Retira		Trous de boulins							
												Poème lyrique	
Pasticheur		Phase						Roue à gorge		Résidu de blé			
										Célèbre marquis			
										Contesta			
Chamois des Pyrénées		Bureau		Primordial									
				Cube de jeu									
					Poids d'un emballage	On la mouille	Allures					Étain	
							Native						
Vieillot	Prénom masculin							Fleuve côtier			Sélénium		
	Style							Un peuple d'Europe Balkanique			Singes		
			Pays d'Asie	Ignares						Chez			
				Inactive						Durée d'une révolution			
Envoûtait													
Réservoir en imprimerie												Citerne	Nazi
							Ville flamande						
Dignitaire turc					En mer on peut la boire		Petites vedettes			Ville du Gard			
Fer										Radian			
		Plumard				Griffes de rapaces							Repos bénéfique
		Condition											
Défenses du rosier	Érudit							Faciles					
	Pièces de vaisselle							La vraie vie					
											Vient de rire		
						Difficile					Vieux Tokyo		
Défilé		Grimace		Certaine						Sang végétal			
				Divagua									
						Étendue d'eau douce				Verso			
										Abject			
Titane			Surfaces agricoles		Grand froid					Aperçoit			
Halte maritime										Petit meuble de salon			
						Proie de Grosminet					Note de musique		
						Adresse					Orient		
Attacher	Sélection				Attaché à une voiture							Ville de Mésopotamie	Calcium
	Points cardinaux												
					Vrai					Élixir			
Terres déboisées et défrichées								Pénétra					

PÉTROLE

Le Brent à près de 72 dollars

Les cours du pétrole sont restés stables mardi, conservant en grande partie les gains de la veille, marqués par la situation au Proche-Orient et l'annonce d'un assouplissement monétaire en Chine pour soutenir l'activité économique en 2025. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, perdait 0,30% à 71,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, chutait de 0,37%, à 68,12 dollars. Les dirigeants chinois ont annoncé, lundi, vouloir "assouplir" l'an prochain leur politique monétaire et promis une "politique budgétaire plus proactive" pour "stabiliser" les marchés immobiliers et financiers. Il s'agit du "langage le plus direct sur la relance depuis des années de la part du plus grand importateur de pétrole brut au monde", affirment des analystes. Selon eux, "la demande de pétrole en Chine tend à croître de nouveau, dans le cadre des mesures de relance" après six mois de faible demande. Le marché attend désormais les rapports mensuels de l'Opep et de l'Agence internationale de l'énergie sur la production dans la semaine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 11 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COMMERCE MONDIAL
DU BOIS ET PAPIER

Recul de 12%
en 2023

Le commerce mondial des produits du bois et du papier a reculé de 12% en 2023 par rapport à 2022, les exportations atteignant 482 milliards de dollars, selon un rapport de la FAO publié mardi. Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2023 a été marquée par une baisse de production des produits forestiers (pâte à papier, papier recyclé...), des bois ronds industriels (utilisés pour tout autre usage que l'énergie). Seuls les panneaux à base de bois ont enregistré une hausse marginale de leur production. La chute - plus importante en valeur qu'en volume - des échanges pour la plupart des produits traduit une baisse du prix des produits de la forêt, selon l'organisation onusienne. La production de papier a décliné en Europe et en Amérique du Nord, a stagné en Afrique, Amérique latine et dans les Caraïbes, et n'a crû que dans la région Asie-Pacifique, essentiellement portée par la Chine. Au niveau mondial, la production de papier et de carton s'est contractée entre 2019 et 2023, passant de 404 à 401 millions de tonnes, notamment en raison du recul de la presse papier au profit des supports numériques, note la FAO. Le fait que la Chine reste, de loin le plus grand producteur et consommateur de papier et de panneaux à base de bois, a vu à la fois croître sa production et sa consommation de produits de la forêt, relève la rapport. En outre, la production de pellets de bois, utilisés pour le chauffage, a augmenté de manière spectaculaire ces dernières décennies, principalement en raison de la demande liée aux objectifs de bioénergie fixés par les pays européens, la Corée du Sud et le Japon. Toutefois, la croissance a connu une pause pour la première fois avec une baisse de la production de 2% et une baisse de 5% du commerce des pellets en 2023 par rapport à 2022. Selon un rapport de la FAO datant de 2022, les forêts couvrent environ un tiers des terres émergées, soit environ 4 milliards d'hectares, soit presque la superficie cumulée de la Russie, du Canada, des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne.

PROMOTION DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION EN AFRIQUE

Tebboune : « 65.000 étudiants africains formés en Algérie »

Par S R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, hier à Nouakchott (Mauritanie), l'engagement de l'Algérie à offrir annuellement 2.000 bourses d'études dans l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains, et à ouvrir une banque dédiée à l'éducation en Afrique. Dans une allocution prononcée lors de sa participation aux travaux de la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, qui se tient en République islamique de Mauritanie, le président de la République a précisé que le nombre d'étudiants africains en Algérie «avoisine les 6.000 étudiants, soit 6.000 bourses d'études», réaffirmant l'engagement de l'Algérie à «offrir annuellement 2.000 bourses d'études dans l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains». «Partant de l'esprit authentique de sa politique extérieure reposant sur la priorité attachée à la solidarité africaine», l'Algérie «n'a ménagé aucun effort pour contribuer au développement de l'éducation, de l'enseignement et de la formation dans le continent, accueillant des étudiants de différents pays africains frères dans ses universités, instituts de formation et centres d'apprentissage», a affirmé le président de la République. Il s'est dit fier des opportunités d'études et de formation offertes par l'Algérie, depuis son indépendance, à «65.000 jeunes étudiants africains dans diverses spécialités», ajoutant que le pays "s'emploie à construire et à mettre à niveau des écoles dans nombre de pays africains".



Le président de la République a souligné, devant les participants, l'engagement de l'Algérie à œuvrer à "augmenter ces chiffres", ainsi que son engagement, dans le cadre de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACI), à "ouvrir une banque dédiée à l'éducation selon la demande des frères africains". "Tout cela reflète notre contribution aux efforts collectifs visant à promouvoir les systèmes éducatifs dans notre continent et traduit notre volonté indéfectible de renforcer la coopération et la solidarité continentale et d'établir des passerelles de communication dans sa dimension humaine à travers l'échange d'étudiants entre les peuples africains", a soutenu le président de la République. Lors de son intervention, le Président Tebboune a mis en exergue les avancées considérables enregistrées par l'Algérie en ma-

tière de l'éducation. «Notre constitution garantit un enseignement obligatoire et gratuit. Cette expérience reflète l'ampleur de nos défis nationaux. Le nombre d'élèves inscrits cette année dans les établissements d'enseignement et de formation a atteint près de 12 millions, contre moins de 900 000 en 1962. Le taux de scolarisation des enfants de 6 ans est passé de 43,42 % en 1966 à 99,89 % en 2024», souligne-t-il. En ce qui concerne l'encadrement, le nombre d'enseignants dans les établissements d'enseignement public a dépassé les 600 000, avec un ratio d'encadrement variant entre 19 et 28 élèves par enseignant, alors qu'il était de 23 000 enseignants en 1962. Il convient de noter que 75,62 % des enseignants actuels sont des femmes diplômées des instituts de formation algériens. De plus, l'Algérie a décidé en 2024 d'accorder une attention particulière aux enseignants et de ne pas les considérer simplement comme des fonctionnaires mais comme des éducateurs. Malgré ces indicateurs, ajoute le Président, « que nous avons évoqués à titre d'exemples, concernant nos défis nationaux dans le domaine de l'éducation, nous avons veillé, dans notre stratégie visant à améliorer l'éducation et la formation, à intégrer les technologies modernes, notamment en généralisant progressivement l'utilisation des tablettes numériques dans le primaire et en ajoutant l'anglais aux programmes éducatifs, en phase avec les sciences et les connaissances mondiales. « Nous avons renforcé cette orientation vers les sciences et la technologie en créant des écoles supérieures nationales spécialisées dans les mathématiques, l'intelligence artificielle et la technologie des nano », conclut-il.

MÉCANISME DE CONCERTATION SUR LES EAUX SOUTERRAINES PARTAGÉES AVEC LA LIBYE ET LA TUNISIE

L'Algérie ratifie la convention

L'Algérie a ratifié la convention signée avec la Libye et la Tunisie en vue d'établir un mécanisme de concertation sur les eaux souterraines partagées au niveau du Sahara septentrional, selon un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 80. Selon ce décret présidentiel, n 24-379, signé par le

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune le 27 novembre dernier, "est ratifié la convention entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, le gouvernement de l'Etat de Libye et le gouvernement de la République tunisienne en vue d'établir un mécanisme de

concertation sur les eaux souterraines partagées au niveau du Sahara septentrional, signée à Alger, le 24 avril 2024". A noter que cette convention porte sur la création d'un mécanisme, dont le siège permanent est en Algérie, afin de permettre aux trois pays de coopérer et se concerter sur la gestion des eaux sou-

terraines partagées au niveau du Sahara septentrional, et ce, en exécution des instructions des dirigeants des trois pays frères, en l'occurrence les présidents M. Abdelmadjid Tebboune, M. Kaïs Saïed et M. Mohamed Younes El-Menfi, lors du sommet présidentiel tripartite tenu le 22 avril dernier à Tunis.

ALGÉRIE-CHINE

Signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de la formation professionnelle

Un mémorandum d'entente dans le domaine de la formation professionnelle a été signé, mardi, entre l'Institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (INFEP) d'El Biar (Alger), et l'Association sino-nord africaine pour l'innovation et l'éducation, de la République populaire de Chine, en vue d'établir un cadre de coopération entre les deux

parties. Le mémorandum d'entente a été signé, du côté algérien, par le directeur général de l'INFEP, Dassa Farouk, et du côté chinois, par la secrétaire générale de l'Association Chen Lu, en présence du SG du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Allaoua Boulgamh. S'exprimant à cette occasion, M. Dassa a indiqué que cette coopération comprend plusieurs do-

maines liés à la formation professionnelle, et tend à élaborer des programmes d'échange dans le domaine d'innovation, de la formation professionnelle et de la formation des formateurs. Les programmes de coopération dans le domaine de la formation professionnelle incluent des spécialités et filières professionnelles liées à plusieurs domaines, dont les énergies renouvela-

bles, la numérisation, et l'intelligence artificielle. De son côté, la Secrétaire générale de l'Association sino-nord africaine pour l'innovation et l'éducation de la République populaire de Chine, a mis en avant l'importance de cette coopération qui prévoit plusieurs programmes en matière de formation professionnelle entre les deux parties.